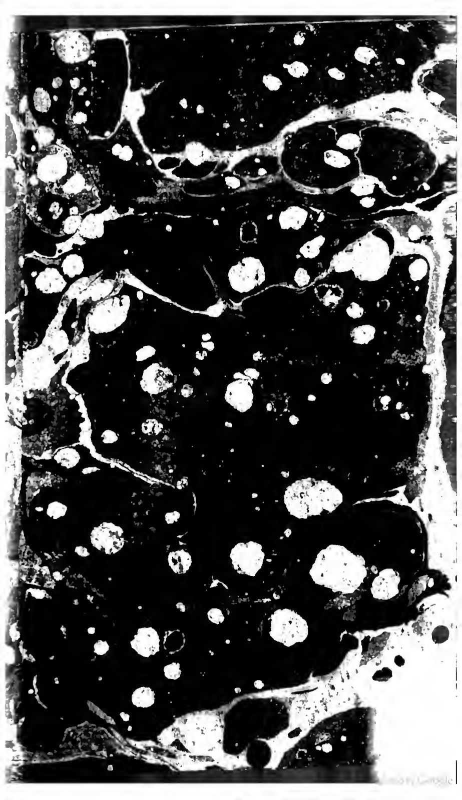






BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSELLE
DES DAMES.

Seconde Classe :

HISTOIRE.

Il paroît tous les mois deux Volumes de cette Bibliothèque. On les délivre soit brochés, soit reliés en veau fauve ou écaillé, & dorés sur tranche, ainsi qu'avec ou sans le nom de chaque Souscripteur imprimé au frontispice de chaque volume.

La souscription pour les 24 vol. reliés est de 72 liv., & de 54 liv. pour les volumes brochés.

Les Souscripteurs de Province, auxquels on ne peut les envoyer par la poste que brochés, payeront de plus 7 liv. 4 s. à cause des frais de poste.

Il faut s'adresser à M. CUCHET, Libraire, *rue & hôtel Serpente, à Paris.*

BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSELLE
DES DAMES.
HISTOIRE.

TOME VINGTIÈME.



A PARIS,

RUE ET HÔTEL SERPENTE.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

1788.

BIBLIOTHEQUE

UNIVERSELLE

DES DAMES.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE HUITIÈME.

CHAPITRE VII.

De la ſcholaſtique, & par occaſion, de la manière d'enſeigner les arts & les ſciences.

Du mot *école* on a fait celui de *ſcholaſtique* pour déſigner le cours des études, & la méthode qu'on ſuivoit dans les écoles. Il faut donc ſe faire ſuivant les tems, des idées différentes de la ſcholaſtique.

Lorſque les hommes ſe ſont familiariſés avec un mot, ils croient en général, qu'il eſt naturellement & eſſentiellement fait pour être le ſigne de l'idée, qu'ils ſont dans l'habitude d'y attacher; & ils s'imaginent que cette idée conſtitue l'eſſence de la choſe qu'ils expriment par ce mot. Delà ſont nées de tous tems bien des queſtions, ſur leſquelles quelquefois on a fait des volumes, & qu'on auroit réſolues facilement, ſi on avoit pu s'entendre. Il ne faudroit pour cela que renoncer à ces vaines eſſences, que nous voulons toujours ſaiſir; & nous ſouvenir qu'un mot ne ſignifie que ce que nous avons voulu lui faire ſignifier.

On a été curieux de rechercher l'origine de la ſcholaſtique; & parce qu'on n'a pas déterminé ce qu'on entend par ce mot, cette origine a paru ſe cacher, comme la ſource du Nil. On a cru la découvrir dans S. Thomas, dans Pierre Lombard, dans Abélard, dans Roſcelin, dans d'autres dialecticiens dont nous n'avons pas parlé; enfin on eſt remonté à S. Jean Damaſcène, & même juſqu'à S. Auguſtin.

Quelqu'un, qui auroit vu la Seine au Havre ſans ſavoir d'où elle vient, auroit de la peine à la reconnoître à Rouen, encore plus à Paris, & bien plus encore à Chanceaux en Bourgogne. Il la verroit & il demanderoit où elle eſt. Il en eſt de

même de la ſcholaſtique. Quand on n'en a pas étudié le cours, & qu'on ne la voit qu'à ſon embouchure, on ne ſait plus où la retrouver. On ne voit pas que c'eſt un filet d'eau, qui a eu ſa ſource dans Ariſtote, & qui après des accroiſſemens & des décroiſſemens alternatifs, s'eſt caché pendant quelque tems, pour reparoître enſuite, croître de nouveau, devenir tous les jours plus trouble, & inonder enfin tout l'Occident. Ce fleuve eſt comme tous les fleuves : non-ſeulement, il eſt différent de lui-même d'une partie de ſon cours à l'autre; mais encore dans chaque partie, ſes eaux ne ſont pas deux inſtans les mêmes.

Si donc on entend par la ſcho-

laſtique tout ce cours que nous venons de tracer, on la reconnoîtra facilement par-tout : mais ſi on vouloit, par exemple, ne s'en faire d'idée, que d'après la lecture de S. Thomas ; ce n'eſt que dans S. Thomas, qu'on la trouvera telle qu'elle eſt dans S. Thomas, comme ce n'eſt qu'au Havre qu'on trouvera la Seine, telle qu'elle eſt à ſon embouchure. Pour nous, nous entendons par ſcholaſtique ce mélange confus de philoſophie & de théologie, qui s'eſt achevé dans le treizième ſiècle, & qui avoit déjà commencé auparavant. Conſidérons actuellement le plan des études dans le moyen âge ; en voyant combien on étudioit mal, nous connoî-

trons peut-être comment nous devons étudier nous-mêmes.

La grammaire, la rhétorique, la logique, la musique, l'arithmétique, la géométrie & l'astronomie; voilà dans leur ordre les choses qu'on croyoit enseigner dans les deux cours qu'on nommoit *trivium* & *quadrivium*. Le péripatétisme des arabes introduisit une autre division dans le treizième siècle; & on enseigna la grammaire, la logique, la métaphysique, la physique, la morale, la politique, le droit & la théologie.

Il est inutile de nous arrêter sur ce qu'on enseignoit dans le *trivium* & le *quadrivium*: car il étoit bien rare de trouver un homme qui eût

achevé ces deux cours ; d'ailleurs toutes les écoles tombèrent à un tel point, que dans le dixième siècle, Gerbert fut obligé d'aller chercher des connoissances en Espagne. Commençons donc au treizième.

Environ depuis le milieu du douzième siècle, on écrivoit en France dans la langue vulgaire, qu'on nommoit alors *Roman ;* & à l'exemple des françois, les espagnols & les italiens écrivirent aussi dans leur langue. C'est la chevalerie qui introduisit cet usage : comme on voulut chanter les faits d'armes & les aventures amoureuses des chevaliers, il fallut bien écrire en roman, puisque ces héros n'entendoient pas le latin. On abandonna

donc par néceſſité ces petites choſes aux langues vulgaires : mais on ne leur permit pas encore de s'eſſayer ſur les ſciences. Seulement on commençoit à trouver quelques mauvais hiſtoriens.

Or, dans ces tems-là, on n'avoit point d'idée de ce que nous nommons conſtruction : le ſingulier n'étoit pas diſtingué du pluriel : l'orthographe n'avoit rien de fixe : on défiguroit continuellement les noms : en un mot, on écrivoit ſans règles.

Comment des hommes, qui parloient leur langue avec auſſi peu de jugement, auroient-ils pu comprendre qu'il y a une manière de bien parler le latin, la ſeule langue qu'ils ſe piquoient d'apprendre. Auſſi

le parloient-ils avec des conſtructions barbares, & avec des mots pris dans un ſens étranger, ou même avec des termes vulgaires, auxquels on donnoit une terminaiſon latine. C'étoit du françois, de l'eſpagnol, de l'anglois, de l'allemand & de l'italien latiniſés. Il arrivoit delà que les ſavans, non-ſeulement n'entendoient pas les écrivains anciens, mais encore ils ne s'entendoient pas les uns les autres. Toute la grammaire ſe bornoit aux conjugaiſons, aux déclinaiſons & à quelques règles qu'on n'expliquoit point; encore les écrivoit-on en latin, pour faciliter l'intelligence de la langue à ceux qui ne la ſavoient pas.

Avec auſſi peu de jugement, on devoit être ſans goût. Qu'étoit-ce donc que la rhétorique? L'art de ne parler pas naturellement, des métaphores étudiées, des figures gigantesques & des lieux communs, prodigués ſans diſcernement. La poéſie, s'il en faut parler, tout auſſi barbare que la proſe, étoit encore plus plate.

La logique, la dialectique, ou l'art de raiſonner, de quelque manière qu'on l'appelle, n'eſt que l'art d'aller des connoiſſances qu'on a, à celles qu'on n'a pas, du connu à l'inconnu : elle ſuppoſe donc un eſprit, qui a déja acquis quelques connoiſſances, & qui s'eſt fait des idées exactes des choſes communes

au moins. S'il n'a que des notions vagues & confuſes, on ne ſaura par où le prendre, pour le conduire à des connoiſſances préciſes & diſtinctes. Car enfin pour apprendre à raiſonner, il faut avoir déja fait de bons raiſonnemens; parce qu'on ne peut ſavoir comment on doit ſe conduire pour en faire de bons encore, qu'autant qu'on peut remarquer comment on s'eſt déjà conduit.

Cependant la grammaire & la rhétorique n'avoient fait que gâter le jugement. Le mal étoit d'autant plus grand, qu'on ne s'en doutoit pas, & on l'auroit connu, qu'on n'y auroit pas ſu remédier. Il falloit donc que la logique l'accrût enco-

re. Le profeſſeur, qui ne trouvoit dans ſes écoliers que des idées confuſes, & qui n'en avoit pas d'autres lui-même, ne pouvoit partir que de ces idées, pour les mener encore à de plus confuſes. Il n'imaginoit pas de faire des recherches ſur l'origine & ſur les progrès de nos connoiſſances. Il ne ſentoit pas le beſoin d'obſerver & d'analyſer les opérations de l'entendement ; & l'eſprit humain, qu'il ſe flattoit de diriger dans la découverte de la vérité, étoit entre ſes mains un inſtrument qu'il ne connoiſſoit pas.

Les ſcholaſtiques ſe trouvoient dans le même cas où ſeroit un homme qui entreprendroit de donner les règles de la navigation, &

qui cependant n'auroit aucune connoiſſance, ni des différentes parties d'un vaiſſeau, ni de leur uſage, ni du ciel, ni des mers ſur leſquelles il oſeroit naviger. Ils ignoroient tout-à-fait la manœuvre des parties de l'entendement humain, & ils ne connoiſſoient pas davantage les ſciences dans leſquelles ils vouloient ſe haſarder.

Dans l'impuiſſance, par conſéquent, de chercher l'art de raiſonner dans les idées mêmes, en conſidérant comment elles ſe déterminent, comment elles naiſſent les unes des autres, comment elles ſe combinent de mille manières pour en produire de nouvelles, ils s'arrêtèrent au ſeul méchaniſme du raiſonnement. Ils

remarquèrent qu'une propoſition contient trois termes ; que des deux prémiſſes on peut tirer une concluſion, & ils firent des ſyllogiſmes.

Celui qui faiſoit le plus de ſyllogiſmes ſur un ſujet, étoit le plus habile, & il étoit cenſé avoir raiſon parce qu'il parloit le dernier. Or, cet art eſt facile : il ſuffit de ne déterminer ni l'état de la queſtion, ni la ſignification des mots ; & les ſcholaſtiques auroient été bien embarraſſés de faire autrement. Ils trouvoient donc toujours dans des notions vagues, & dans des termes équivoques, de quoi tirer continuellement de nouvelles concluſions, & de quoi ſoutenir toutes les thèſes qu'ils pouvoient avancer.

Par ce moyen ils multiplioient les difputes, & ils n'en terminoient jamais aucune; parce que celui qui foutenoit une propofition, & celui qui l'attaquoit, ne faifoient l'un & l'autre que des fophifmes; & qu'ils étoient tous deux incapables de s'en appercevoir. C'eft ainfi qu'ils raifonnèrent d'après la logique d'Ariftote, que les arabes avoient commentée fans jugement, & qu'ils défigurèrent encore eux-mêmes.

Cette logique cependant devint la principale étude. On négligea la grammaire & la rhétorique, afin de l'apprendre plus promptement. A peine en avoit-on goûté les délices, qu'on ne fe laffoit plus de l'apprendre. On la rendoit tous les

jours plus volumineuſe, on avoit du regret à la quitter ; & ſouvent les ſcholaſtiques s'y fixoient pour toute leur vie.

Mais ceux qui paſſoient à la métaphyſique, ſe ſentoient preſqu'auſſi tôt ſaiſis d'une ſoif ardente ; & dans leur ivreſſe, ſans être déſaltérés, ils s'écrioient qu'elle eſt la ſcience des ſciences.

Cette ſcience des ſciences conſidéroit l'être, la ſubſtance, la matière, le corps en général & les eſprits : elle ne conſidéroit ces objets que d'une manière abſtraite, & cependant on croyoit trouver dans ces abſtractions l'eſſence même des choſes.

Une notion abſtraite n'eſt que

l'idée que nous nous formons, lorſque nous penſons à une ou à pluſieurs qualités, ſans penſer à celles avec leſquelles elles ſont réunies dans un même ſujet. On peut donc en faire pluſieurs ſur une même choſe, ſur la matière, par exemple. C'eſt auſſi ce que faiſoient les ſcholaſtiques : & comme chacun préféroit ces abſtractions, chacun concevoit la matière différemment, & tous croyoient en ſaiſir la nature. Ils la ſubtiliſoient plus ou moins; quelques-uns même la ſpiritualiſoient, ce qui les jettoit dans des erreurs monſtrueuſes.

Il faut obſerver avec bien de la ſagacité, pour déterminer avec préciſion les idées abſtraites; car nous

ne sommes que trop portés à généraliser au-delà des bornes. Or, les scholastiques, au lieu d'observer, généralisoient au gré de leur imagination. La métaphysique ne leur offroit donc plus que des fantômes.

Tout ce qu'on pouvoit raisonnablement conclure de ces abstractions, c'est que chacun d'eux concevoit à sa manière la matière & le corps en général. Aucun certainement n'en étoit plus près de saisir la nature des choses : mais ces métaphysiciens ne vouloient pas avoir fait des efforts inutiles. Ils s'imaginèrent donc voir dans ces abstractions ce qui n'y étoit pas. Ils les réalisèrent, & avec ces êtres

fantaſtiques, ils crurent rendre raiſon de tout. Cette extravagance mit le comble aux abſurdités.

La phyſique n'avoit plus rien de caché pour ceux qui s'étoient familiariſés avec les abſtractions. La nature ſe dévoiloit à leurs regards: ils n'avoient pas beſoin de l'obſerver: il ne leur falloit que des mots, ou des hypothèſes abſurdes; & ils n'en manquoient jamais. Des formalités, des eccéités, des quiddités, des qualités occultes, des formes qui deſcendoient des aſtres, ou que des intelligences céleſtes envoyoient pour informer les corps, &c. c'eſt avec un langage de cette eſpèce qu'on expliquoit les phénomènes, & c'étoit même là ce qui ſervoit de

principes à la médecine. Il ſemble que la ſcholaſtique eût tout à la fois conſpiré contre les eſprits & contre les corps.

Après ces détails, il n'eſt pas néceſſaire d'examiner comment on traitoit la théologie. Vous voyez bien que toute la ſcholaſtique n'étoit dans le vrai qu'une dialectique, qui s'étoit fait un jargon pour diſputer toujours, ſans jamais rien dire.

On voit cependant parmi les ſcholaſtiques des hommes qui, dans d'autres tems, auroient eu de la ſagacité & du génie : mais comme les meilleures terres, lorſqu'elles ne ſont pas cultivées, ſont celles qui produiſent le plus d'herbes inutiles;

les meilleurs esprits sans culture sont aussi ceux qui disent le plus d'absurdités. Albert le Grand, par exemple, qui avoit été assez sage pour observer quelquefois, adoptoit le jargon des autres, lorsqu'il vouloit expliquer les phénomènes, & il enchérissoit encore sur eux. Les scholastiques avoient si peu de jugement, que malgré le culte qu'ils rendoient à Aristote, ils n'imaginèrent jamais d'étudier sa rhétorique, sa poétique & son histoire naturelle : ce sont cependant les meilleurs ouvrages de ce philosophe. On croiroit qu'ils craignoient de s'instruire.

La morale, la politique & le droit, n'étoient pas mieux traités,

que les autres parties de la philosophie.

C'eſt dans la volonté de Dieu qu'il faut chercher la règle de nos actions; & cette volonté ſe manifeſte par la lumière naturelle & par la révélation.

Par la lumière naturelle : car lorſque nous conſidérons que les hommes ſont nés pour la ſociété, nous découvrons bientôt ce qu'ils ſe doivent les uns aux autres; parce que chacun voit dans ſes beſoins ce qu'il eſt en droit d'exiger de ceux avec qui il s'aſſocie, comme il voit dans leurs beſoins ce qu'il eſt dans l'obligation de faire pour eux. Par-là, comme notre conſtitution phyſique eſt le principe de nos beſoins,

elle eſt auſſi le fondement du contrat ſocial, par lequel nous nous promettons mutuellement des ſecours, pour nous procurer des avantages réciproques ; & renonçant à une liberté ſans bornes, nous cédons chacun quelque choſe, afin qu'on nous cède. Si nous remontons enſuite au premier principe de toutes choſes, nous découvrons encore qu'il nous ordonne lui-même les devoirs que la ſociété exige ; puiſqu'il eſt l'auteur de notre conſtitution, & que c'eſt lui qui nous a donné & nos beſoins & nos facultés. Alors nous nous voyons toujours en préſence de celui qui diſpoſe de tout ; nous nous pénétrons d'une reſpectueuſe crainte ;

nous nous remplissons de reconnoissance pour les biens que nous avons reçus, & pour ceux que nous attendons encore ; & nous restons convaincus de l'obligation où nous sommes de lui rendre un culte. Lorsque la révélation vient au secours de ceux que la raison n'éclaire pas, elle répand une nouvelle lumière dans l'esprit des autres ; & elle nous montre plus clairement la fin à laquelle nous sommes destinés.

Ce n'est pas dans ces sources, que les scholastiques alloient puiser les principes de la morale : c'est dans l'éthique qu'Aristote avoit faite pour s'accommoder à l'esprit d'une cour, telle que celle de Philippe.

Certainement

Certainement ils auroient pu en tirer de bonnes choſes : mais ils n'oublioient pas leur dialectique, & ils raiſonnoient ſans ſavoir ſeulement ce que ce philoſophe entendoit par vertu. On demandoit ſi la morale eſt pratique ou ſpéculative, ſi c'eſt un art ou une ſcience. On diſputoit en général ſur la fin, les moyens, les actes, les habitudes, les actions libres & volontaires. On ſuppoſoit des cas extraordinaires ou même impoſſibles & on parloit à peine des plus communs. En un mot, on agitoit beaucoup de queſtions, & on donnoit peu de préceptes.

Les diſputes répandirent bientôt des doutes ſur la morale, comme

ſur les autres ſciences. On ne vît plus que des probabilités, & on jugea de l'opinion la plus probable, par le nombre des ſyllogiſmes; car alors on prouvoit en accumulant les raiſons, & non pas en les choiſiſſant.

Delà, nous verrons naître dans la ſuite une morale monſtrueuſe. On établira pour principe qu'on pourra ſuivre ſans riſque une opinion probable : on arrêtera qu'une opinion eſt probable, lorſqu'elle eſt ſoutenue par un auteur grave : la ſcholaſtique fournira de pareils auteurs, pour & contre, dans tous les cas : & on conclura qu'on peut tout ſe permettre en ſûreté de conſcience. Voilà les abymes horribles,

où ſe perdent des eſprits qui s'égarent. On n'en étoit pas encore là dans le moyen âge : mais on peut juger ce que c'étoit que la morale, ſi l'on ſe rappelle qu'avec de l'argent on faiſoit faire ſa pénitence par un autre, & qu'on croyoit ſe racheter de tous ſes crimes, en mourant dans un froc, en faiſant un pélerinage, ou en fondant un monaſtère. On voit bien dans quel eſprit les ſcholaſtiques, qui étoient clercs, écrivoient ſur la morale.

La politique peut être conſidérée par rapport au gouvernement intérieur de l'état, & par rapport aux puiſſances voiſines. Dans le premier cas, ſon principal objet eſt certainement la police, la diſcipline

& les mœurs : dans le ſecond, c'eſt de tendre à établir entre les nations des devoirs réciproques, comme il y en a entre les citoyens d'une même république ; en ſorte que tous les peuples fuſſent portés à ſe regarder comme ne formant qu'une même ſociété. Voilà le but auquel elle devoit tendre, quoiqu'elle ne puiſſe pas ſe flatter d'y atteindre : mais il ne faudroit pas chercher cette politique dans le moyen âge, puiſqu'on ne la trouveroit pas encore dans le ſiècle où nous vivons.

Quelle étoit donc la politique de ces tems ? Qu'on en juge par les déſordres, dont nous avons donné une légère idée. La haine qui di-

visoit tous les corps, la force qui régloit tout, la foi des sermens violée, les guerres entreprises contre toute justice, la tyrannie des princes, qui appauvrissoient leurs sujets, pour s'appauvrir bientôt eux-mêmes; les révoltes fréquentes des peuples, les prétentions des grands & du clergé, les entreprises des papes & les croisades : tout cela prouve assez qu'alors la vraie politique n'étoit point du tout connue.

Les scholastiques la cherchèrent donc dans Aristote, c'est-à-dire, dans un ouvrage que ce philosophe avoit fait, en considérant l'état de la Grece. Or la situation de l'Europe étoit toute différente. Il

auroit donc fallu bien de la ſagacité, pour appliquer avec diſcernement au moyen âge, ce qu'Ariſtote avoit appliqué lui-même aux grecs.

Les ſcholaſtiques n'avoient pas cette ſagacité là. Ils ſubtilisèrent donc ſur la politique, comme ſur tout le reſte, & chacun ſe fit un devoir de ſoutenir les opinions les plus favorables au parti qu'il avoit embraſſé. Ainſi leur dialectique ne contribua qu'à rendre la politique encore plus ténébreuſe. Voilà pourquoi on a mal raiſonné, lorſqu'on a voulu établir les droits reſpectifs des ſouverains & des peuples, lorſqu'on a voulu défendre ceux de l'empire contre les entrepriſes du

ſacerdoce, & lorſqu'on a voulu enlever au clergé les juſtices dont il s'étoit ſaiſi.

D'après ces conſidérations, on prévoit que le droit civil & le droit canonique ne pouvoient pas être traités avec plus de ſuccès. C'étoient les eccléſiaſtiques ſéculiers, qui s'appliquoient plus particulièrement à cette étude : car les moines s'étoient réſervé ce qu'on appeloit alors philoſophie & théologie.

Il auroit fallu bien du jugement & bien de l'impartialité, pour ſe faire des idées ſaines du droit dans ces tems de trouble où l'uſage avoit force de loi, & où les exemples variant continuellement, établiſſoient par conſéquent des droits

contraires. Or, les eccléfiaftiques pouvoient-ils avoir ce jugement & cette impartialité ? Ils raifonnèrent donc en fcholaftiques, & leurs différens intérêts brouillèrent tout.

C'eût été à la philofophie à rechercher les vrais principes du droit civil, ou à choifir au moins ce qu'il y avoit de plus raifonnable dans les coutumes ; mais dans ces fiècles d'ignorance, ce travail étoit trop fort, même pour les plus grands efprits.

Le droit canonique offroit de moindres difficultés : car on l'auroit aifément reconnu, fi on eût confulté l'écriture, la tradition, les décrets des conciles, les loix des empereurs, les capitulaires de

Charlemagne, &c. Mais ce n'étoit pas l'intérêt du clergé de l'aller chercher dans ces ſources, & on avoit perdu l'habitude d'y remonter. On ſe contentoit des fauſſes décrétales, du décret de Gratien, & de quelques autres compilations des bulles des papes, également favorables aux prétentions des eccléſiaſtiques. On adoptoit aveuglément tous ces écrits; on croyoit y trouver toute la juriſprudence : on les commentoit : on s'éloignoit de plus en plus des maximes de l'antiquité : le droit varioit arbitrairement, ſuivant les intérêts des juriconſultes; & on n'étudioit que l'art d'éluder toutes les loix. Les efforts de quelques conciles pour

déraciner ces abus, font voir jusqu'à quels excès ils avoient été portés.

Si les canonistes lisoient l'écriture, ce n'étoit guère que pour y trouver des passages, qui, mal entendus, venoient à l'appui des opinions nouvelles. Dans cette vue, ils abandonnèrent le sens littéral, & ils firent un grand usage des allégories. Ils imaginèrent, par exemple, que les deux glaives des apôtres désignent les deux puissances, & ils en conclurent que les rois tiennent de l'église toute leur autorité. Ils dirent aussi que le grand luminaire, qui éclaire par sa propre lumière, est le sacerdoce; & que le petit luminaire, qui n'a qu'une lumière em-

pruntée, eſt l'empire ; & ils tirèrent encore la même conſéquence. Voilà les grands principes ſur leſquels on a fondé, depuis Grégoire VII, toutes les prétentions extraordinaires du ſaint ſiége.

Il ſuffiſoit de répondre, comme le remarque l'abbé Fleuri, que les deux luminaires ne ſont que le ſoleil & la lune, & que les deux glaives ne ſont que deux glaives : on n'en ſavoit pas aſſez pour faire une réponſe auſſi ſimple. Non-ſeulement les docteurs inſiſtoient ſur ces allégories : « mais ce qui eſt plus » ſurprenant, ajoute le même écri- » vain, les princes mêmes & ceux qui » les défendoient contre les papes » ne les rejettoient pas. C'étoit l'ef-

» fet de l'ignorance crasse des laïcs,
» qui les rendoit esclaves des clercs
» pour tout ce qui regardoit les let-
» tres & la doctrine. Or, ces clercs
» avoient tous étudié aux mêmes
» écoles, & puisé la même doctrine
» dans les mêmes livres : aussi a-t-on
» vu que les défenseurs de l'empereur
» Henri IV contre le pape Grégoi-
» re VII, se retranchoient à dire
» qu'il ne pouvoit être excom-
» munié, convenant que s'il l'eût
» été, il devoit perdre l'empire. Fré-
» deric II se soumettoit au juge-
» ment du concile universel, &
» convenoit que s'il étoit convain-
» cu des crimes qu'on lui imputoit,
» particulièrement d'héréfie, il mé-
» ritoit d'être déposé. Le conseil de
» S.

» S. Louis n'en favoit pas davan-
» tage, & abandonnoit Fréderic,
» au cas qu'il fût coupable : voilà
» jufqu'où vont les effets des mau-
» vaifes études ».

Cependant il étoit difficile qu'on en fît de meilleures. Il auroit fallu que des docteurs, auxquels on donnoit les furnoms d'irréfragable, d'illuminé, de fubtil, de grand, de réfolu, de folemnel, d'univerfel, &c. que des docteurs, difons-nous, éblouis de leurs grands titres, & de leur grande réputation, euffent reconnu qu'ils ne favoient rien, & euffent eu l'humilité de recommencer dès la grammaire. Il auroit fallu qu'on eût renoncé à une fcience, qui conduifoit aux honneurs,

aux dignités, aux richesses, & avec laquelle on se faisoit des droits de toutes ses prétentions. Pouvoit-on compter sur des sacrifices de cette espèce?

Les évêques les mieux intentionnés, élevés dans les mêmes écoles, n'en savoient pas assez pour remédier à ces maux. Peu capables de les voir dans toute leur étendue, ils n'étoient choqués que des excès les plus frappans : c'est pourquoi lorsqu'ils font des réglemens, il s'arrêtent sur de petits détails, & ne vont jamais au principe du mal.

Les légats, qui étoient chargés de mettre la réforme dans les universités, étoient également ignorans, & peut-être moins bien

intentionnés. Ils profcrivoient ou ils approuvoient au hafard, fans favoir ce qu'ils devoient défendre ou permettre. Seulement ils avoient attention qu'on n'enfeignât rien que de conforme aux intérêts de la Cour de Rome; & ils faifoient jurer de défendre le pape contre tous. Cette infpection, que le faint fiege s'arrogeoit fur les écoles, & le ferment qu'on étoit obligé de prêter, ôtoient toute liberté de penfer, & paroiffoient devoir perpétuer à jamais l'ignorance.

Nous avons dit au commencement de ce chapitre, que les études du moyen âge nous apprendroient peut-être à bien étudier nous-mêmes; voyons donc comment les

ſcholaſtiques pourroient nous donner des leçons.

Nous voyons d'abord qu'ils indiquent l'ordre que nous devons ſuivre : car il n'y a qu'à prendre à rebours celui qu'ils ont ſuivi, c'eſt-à-dire, commencer par la phyſique & finir par la grammaire.

Nous voyons en ſecond lieu, qu'il n'y a que deux manieres d'étudier une ſcience; l'une qui ſe borne à ſe faire des idées abſtraites, & des principes généraux; & l'autre qui conſiſte à bien obſerver. Or, les abſtractions n'ont pas réuſſi aux ſcholaſtiques. Bornons-nous donc à faire des obſervations.

Tout tombe ſous les ſens en phyſique, quelle que ſoit la partie

dont on veuille faire l'étude. Il nous ſera donc facile de contracter l'habitude d'obſerver ; & ſi nous mettons de l'ordre dans nos obſervations, nous acquerrons un certain nombre de connoiſſances, que nous pourrons toujours retrouver au beſoin.

C'eſt déjà beaucoup que de ſavoir obſerver les corps ; car cela nous prépare à nous obſerver nous-mêmes. Eſſayons donc de découvrir ce que faiſoit notre eſprit, lorſqu'en phyſique nous acquérions des connoiſſances. N'appercevons-nous pas auſſi-tôt l'origine & la génération des idées ? ne faiſons-nous pas l'analyſe des opérations de l'entendement ? Nous voilà donc métaphy-

ficiens : car la bonne métaphysique n'est que cela.

Vous conviendrez que connoissant les opérations de l'esprit, & qu'ayant contracté l'habitude de les bien conduire, il ne sera pas difficile de découvrir les regles du raisonnement. Nous serons donc encore logiciens.

Mais si nous connoissons le systême de nos idées, celui des opérations de notre ame, & l'art de raisonner, il ne tiendra qu'à nous de connoître aussi-tôt le systême des langues, de savoir l'art de parler, & de faire, si nous voulons, une bonne grammaire, & une bonne rhétorique : voilà pourtant ce que les scholastiques nous apprennent.

Ils ne ſavoient pas parler, ils ne ſavoient pas raiſonner : & ils ont voulu commencer par apprendre les regles de l'art de parler & de l'art de raiſonner : cela ne leur a pas réuſſi. Nous devons donc commencer par bien raiſonner, & puis nous en apprendrons les regles. En effet, les grecs avoient déja de bons poëtes, de bons orateurs, de bons écrivains dans tous les genres ; & ils n'avoient encore ni grammaire, ni rhétorique, ni poétique, ni logique. Il n'eſt donc pas dans l'ordre de la nature de commencer notre inſtruction par l'étude de ces ſortes de livres : commençons plutôt par des livres bien écrits & bien raiſonnés.

Il ne faut pas entreprendre de

forcer la nature à entrer dans la route où notre imagination voudroit l'engager. Ce n'eſt pas à elle à nous obéir; c'eſt à nous à la ſuivre dans le chemin qu'elle nous trace. Elle a guidé les grecs, les européens ont cru la guider. En voilà aſſez pour notre inſtruction ; car ſi après ces deux exemples nous choiſiſſions une mauvaiſe méthode, ce eroit bien notre faute. Il nous ſemble que les grecs font voir que rien n'eſt ſi ſimple que d'apprendre bien les choſes; & que les européens font voir, au contraire, que rien n'eſt ſi laborieux que de les apprendre mal.

Les ſcholaſtiques ſe ſont appliqués à traiter ſéparément tous les

arts & toutes les ſciences; cela ne leur a pas réuſſi. Nous ne devons donc pas nous attacher à toutes ces diviſions.

Les grecs viennent une ſeconde fois pour confirmer cette penſée : les grecs, qui nous ont beaucoup inſtruits, & qui nous auroient inſtruits davantage, ſi nous avions mieux ſu les étudier.

En effet, en Grece un ſavant cultivoit à la fois tous les arts & toutes les ſciences connues. Son eſprit ſe fortifioit donc de tous les ſecours que ces arts & ces ſciences ſe donnent mutuellement; & il faiſoit de grands progrès.

Les grecs durent à cette conduite leur ſupériorité ſur les romains;

pourquoi donc nous obſtiner à étudier les ſciences les unes après les autres ? Jugeons de la république des lettres par les républiques anciennes. Jamais celles-ci ne furent plus fécondes en ſujets capables de ſervir la patrie, que lorſque le même citoyen s'étudioit à pouvoir remplir un jour également tous les emplois : mais lorſqu'on eut des capitaines qui ne ſavoient pas le métier de magiſtrat, & des magiſtrats qui ne ſavoient pas le métier de capitaine, les bons capitaines & les bons magiſtrats devinrent tous les jours plus rares. La nature nous montre donc par mille exemples, qu'il y a des choſes qu'il ne faut pas étudier ſéparément. En effet, un grammairien

ne ſera jamais que médiocre ou mauvais, s'il n'eſt que grammairien. Il en eſt de même d'un rhéteur, de même d'un logicien, &c. Nous ſerons donc nous-mêmes mal inſtruits dans ces arts, tant que nous les étudierons ſéparément.

Pourquoi donc nos grammaires, nos rhétoriques, nos logiques, & nos traités élémentaires ſont-ils tous ou mauvais, ou du moins imparfaits? C'eſt qu'on s'opiniâtre à ſéparer des choſes, qui par leur nature étant faites pour s'éclairer mutuellement, demanderoient au contraire d'être mêlées juſqu'à un certain point. Cet abus eſt tel, que celui qui fait un livre élémentaire, fait

quelquefois à peine au-delà de ſon livre.

Mais direz-vous, il faut bien traiter les ſciences ſéparément, car autrement on finiroit par tout confondre. Sans-doute ; & les grecs eux-mêmes les ont traitées ainſi : mais ils ont commencé par étudier enſemble tout ce qu'ils pouvoient apprendre de chacune en même-tems, & ils n'ont ſongé à les ſéparer, que lorſque la multitude des connoiſſances ne permettoit plus de ſuivre cette méthode. Voilà comment ils ont travaillé à leur propre éducation. Ce ſecret s'eſt perdu avec eux ; parce qu'au lieu de chercher par quels moyens ils avoient commencé à s'inſtruire,

nous avons étudié dans les ouvrages qu'ils avoient faits, lorſqu'ils étoient déja inſtruits.

Il faut donc, non-ſeulement changer tout l'ordre dans lequel les ſcholaſtiques ont traité les ſciences : il faut encore abandonner les diviſions qu'ils en ont faites ; & il eſt démontré que nous n'aurons un bon cours d'éducation, que lorſque nous ſaurons mêler enſemble les études qui ne veulent pas être ſéparées.

Juſqu'ici cependant on a ſuivi ſervilement l'ordre & les diviſons des ſcholaſtiques : on a même encore plus diviſé qu'eux ; & on paroît craindre que les arts & les ſciences ne s'éclairent mutuelle-

ment. Voilà ce qui a donné naiſſance à des ontologies, des pſychologies, des coſmologies, &c.

C'eſt dans l'hiſtoire des peuples, qu'on devroit trouver au moins des commencemens de connoiſſances ſur les gouvernemens, ſur les loix, ſur le droit public, ſur la guerre, ſur la police, ſur le commerce, ſur les arts, ſur les ſciences, en un mot, ſur tout ce que l'eſprit humain a pu découvrir pour contribuer à l'avantage des ſociétés. Cependant nos hiſtoriens ne ſavent communément ramaſſer que des faits; & ſi nous voulons nous inſtruire des gouvernemens, des loix, du droit public, &c. nous ſommes obligés de lire des traités,

qui ſe renferment chacun dans un ſeul de ces objets. On ne trouve donc nulle part d'enſemble : c'eſt pourquoi on n'acquiert que des connoiſſances bornées, imparfaites & ſouvent fauſſes.

Nous ſuivons par habitude les plans conſacrés par l'uſage, & quoique depuis la renaiſſance des lettres on ſe plaigne que les études ſont mauvaiſes, perſonne ne ſait encore remonter à la ſource du mal. C'eſt que les meilleurs eſprits ont de la peine à ſe défaire de tous leurs préjugés. Ils s'engagent avec tout le monde dans les chemins battus. Parce qu'ils les applaniſſent un peu dans quelques endroits, ils ſe flattent qu'il ne reſte plus rien à faire ;

& ils ne s'apperçoivent pas qu'il falloit se frayer une nouvelle route. Tant qu'on voudra traiter séparément & dans cet ordre, la grammaire, la rhétorique, la logique, la métaphysique, on ne fera que des efforts inutiles. C'est une chose bien singulière que dans le dix-huitième siècle, où des hommes de génie se sont appliqués aux sciences avec d'aussi grands succès, on soit encore à chercher la meilleure méthode de les enseigner. Pourquoi ceux qui les ont apprises ou même créées, ne découvrent-ils pas comment ils se sont instruits eux-mêmes ? Nous sommes encore plus scholastiques que nous ne pensons.

LIVRE NEUVIÈME.

De l'Italie.

AVANT de reprendre la ſuite de l'hiſtoire générale, il faut encore nous arrêter ſur l'Italie, & la conſidérer par rapport au gouvernement, & par rapport aux lettres.

CHAPITRE PREMIER.

Des principales cauſes des troubles de l'Italie.

DEPUIS la chûte de l'empire d'Occident, nulle part les troubles n'ont été plus grands qu'en Italie. On peut déjà le comprendre, quoique nous n'ayons parlé de cette

province, qu'autant que son hiſtoire s'eſt trouvée liée à celle des autres états de l'Europe. En effet, le gouvernement féodal y devint encore plus vicieux qu'ailleurs ; puiſque la ſuzeraineté y fut toujours un ſujet de guerre. Si les peuples pouvoient être forcés à reconnoître l'autorité des empereurs, ils ne ſe ſoumettoient jamais ; ils conſervoient, au contraire, l'eſpérance de ſecouer le joug, & les déſordres de l'Allemagne leur en fourniſſoient ſouvent l'occaſion.

Les romains ſur-tout vouloient être libres : mais ils n'avoient point de mœurs. Cependant les mœurs ſeules peuvent aſſurer la liberté d'une république. Ils devoient donc

paſſer alternativement de la ſervitude à la licence.

Les mêmes vices régnoient parmi les autres peuples. Dès qu'ils n'étoient plus forcés d'obéir à un tyran, ils ſe croyoient libres : ils s'imaginoient n'avoir plus qu'à ſe gouverner eux-mêmes, & ils en étoient incapables.

Les papes, qui ne vouloient point de la liberté des peuples, paroiſſoient n'agir que pour entretenir la licence. Trop foibles pour uſurper eux-mêmes la ſouveraineté, ils imaginèrent de la donner comme en dépôt; ſe flattant qu'on ne l'accepteroit que pour leur en faire part. Ils y furent toujours trompés, & cependant ils ſuivirent toujours

la même politique ; sans se lasser d'élever & d'abattre alternativement, pour amonceler sans cesse ruines sur ruines. Ils causoient par cette conduite des maux d'autant plus grands, qu'ils n'étoient nulle part moins respectés qu'en Italie. Assez puissans pour exciter les troubles, il n'étoit plus en leur pouvoir de ramener l'ordre ; & cette misérable province, déchirée par ses habitans, devenoit encore un théâtre de guerre pour les étrangers.

Pour connoître la première origine des malheurs de l'Italie, il faut remonter jusqu'aux lombards.

Cleph, successeur d'Alboin, ayant été assassiné, les lombards, à qui

les cruautés de ce prince avoient rendu la royauté odieuse, créerent en 576 trente ducs pour gouverner chacun une de leurs villes. Divisés sous tant de chefs, ils furent trop foibles pour continuer leurs conquêtes.

Cet interregne duroit depuis dix ans, lorsque Childebert, roi d'Austrasie, passa les Alpes à la sollicitation de Maurice, empereur d'Orient. Les lombards, connoissant alors le besoin de se réunir sous un seul chef, rétablirent la royauté, & mirent sur le trône Autharis, fils de Cleph. Mais la disposition des esprits n'étoit plus aussi favorable à la monarchie ; car les ducs, qui regrettoient leur indépendance, portoient

facilement à la révolte un peuple qui avoit perdu l'habitude d'obéir. Les discordes mirent donc les lombards dans l'impuissance d'achever la conquête de l'Italie. S'ils s'étendirent jusqu'à Bénévent; Rome, Ravenne, Crémone, Mantoue, Padoue, Parme, Bologne & d'autres villes se défendirent long-tems contre leurs efforts, ou même ne furent jamais subjuguées (a).

(a) Nous remarquerons ici avec combien peu de fondement on attribue aux lombards l'origine du gouvernement féodal. Avant le règne d'Autharis, leurs trente ducs n'étoient certainement pas des vassaux, puisqu'ils ne dépendoient de personne; & depuis ce sont trente princes qui ont formé une association, & qui ont choisi un chef. Il n'y

Quelque tems auparavant, Longin avoit déjà établi des ducs dans les principales villes, que les empereurs conservoient encore en Italie. Son dessein étoit que ces gouverneurs fussent toujours surbordonnés à l'exarque de Ravenne, mais ils ne pouvoient l'être, qu'autant

a rien là de semblable aux bénéfices donnés par les Carlovingiens. L'établissement du gouvernement féodal en Italie est donc postérieur aux lombards.

Pepin, fils de Charlemagne & roi d'Italie, fit des comtes & des marquis : mais les comtés & les marquisats n'étoient pas encore des fiefs, même en France. Il nous paroît que ce gouvernement, qui a pu s'introduire en Italie sous Charles-le-Chauve ou sous Charles-le-Gros, a dû y avoir moins de consistance que par-tout ailleurs.

que Constantinople seroit en état d'envoyer des secours à l'exarque. La foiblesse de l'empire leur fournissoit donc l'occasion de se faire tôt ou tard indépendans. On voit même déjà les romains s'unir à Longin, moins comme sujets, que comme alliés, & traiter en leur nom avec les lombards, comme Longin au nom de l'empereur.

Voilà les divisions qui commencent en Italie, pour ne plus finir; & cette province n'aura des tems de calme, que lorsqu'elle sera la proie des étrangers. On regardera peut-être Narsès, qui la livra aux lombards, comme l'unique cause d'une révolution, qui a eu des suites aussi funestes. Que pensera-

t-on

t-on donc de Justin II qui eut l'injustice & l'imprudence d'ôter ce gouvernement à ce grand général pour le donner à Longin ? Que pensera-t-on de Sophie, qui plus imprudente, l'insulta en le menaçant de le faire filer avec les femmes du palais ? Qu'on considère les malheurs de l'Italie ; & qu'on se souvienne qu'un prince doit respecter les grands hommes qui l'ont servi.

Ces commencemens de division furent aussi les commencemens de la puissance des papes. Comme ils avoient la considération qu'inspire la sainteté de leur caractère, & que plusieurs jusqu'alors avoient méritée par leurs vertus & leurs lumières, ils paroissoient avoir

ſeuls aſſez d'autorité pour concilier tous les partis & ramener la paix. C'eſt par leur médiation que les romains ménageoient leurs intérêts avec l'empereur ou avec le roi de Lombardie ; & ils ſe flattoient de rétablir la république, ſous la protection d'un pontife, dont ils ne prévoyoient pas l'ambition.

Charlemagne, en donnant un riche patrimoine à l'égliſe de Rome, ajouta une nouvelle conſidération à celle des papes ; conſidération, qui devoit s'accroître à meſure que les ſiècles ſe corromproient davantage.

Le couronnement de Pepin & l'empire donné à Charlemagne devoient un jour ſoumettre au chef

de l'églife jufqu'au temporel des fouverains. Car fi auparavant on ne pouvoit être élevé fur le faint fiège qu'avec l'agrément de l'empereur, il paroiffoit alors qu'on ne pouvoit être élevé à l'empire qu'avec l'agrément du pape. On en étoit fi convaincu, que les rois d'Allemagne n'ofoient prendre le titre d'empereur, qu'après avoit été couronnés à Rome. Si l'on veut donc trouver les principales caufes de la grandeur des papes, qu'on les cherche, fur-tout, dans les aveux exprès ou tacites des princes trop ignorans pour connoître leurs droits.

Si Louis le Débonnaire & fes fils ont accru par leur foibleffe la puiffance du clergé, celle des papes

ne pouvoit manquer de s'accroître. Les progrès en ont même été rapides : Lothaire, roi de Lorraine, en est la preuve.

L'Italie souffrit sur-tout des révolutions, qui suivirent la déposition de Charles-le-Gros. Bérenger, duc de Frioul, Gui, duc de Spolete, leurs fils & d'autres princes se l'enlevèrent tour-à-tour. La guerre fut longue & cruelle, parce que les différentes factions ne savoient ni se réunir, ni persister chacune dans leurs premières démarches ; & comme les intérêts changeoient de mille manières, la fortune varioit continuellement.

Le patrimoine de S. Pierre n'étoit pas respecté par des tyrans,

qui régloient leurs droits ſur leurs forces. Les papes n'attendoient point de ſecours des princes étrangers, parce qu'aucun n'étoit encore aſſez affermi pour porter ſes armes au-dehors; ils n'avoient d'autorité en Italie qu'autant qu'ils ſavoient ménager quelqu'une des puiſſances qui y dominoient; & les révolutions fréquentes les mettoient dans la néceſſité de changer continuellement de vues & de conduite. Enfin le ſchiſme de Sergius & de Formoſe affoibliſſoit encore le ſaint ſiège: car l'un & l'autre de ces concurrens ne pouvant fortifier ſon parti, qu'autant qu'il étoit reconnu par un plus grand nombre de ſouverains, les papes avoient

beſoin des princes, qui juſqu'alors avoient eu beſoin des papes. Ce n'étoit donc pas le moment de former de nouvelles entrepriſes : c'étoit aſſez de ſe maintenir. Pour mettre le comble à tant de déſordres, il arriva que l'Italie fut encore expoſée, d'un côté aux incurſions des ſarrazins, & de l'autre à celle des hongrois.

Tels furent les troubles qui déſolèrent l'Italie depuis 888 juſqu'en 972, qu'Othon I, appelé par Jean XII, fut couronné à Rome. Cependant ni le pape ni les romains ne vouloient de maître. Ils ſe repentirent donc bientôt d'avoir imploré contre Bérenger II, le ſecours d'un prince qui avoit des droits

ſur eux. En effet, leur conduite avoit été bien imprudente. S'imaginoient-ils qu'Othon ne viendroit que pour les autoriſer à ſe gouverner dans une entière indépendance, avec leur ſénat, leurs conſuls & leur préfet? Il ne ſuffiſoit pas d'avoir établi une apparence de république : il falloit affermir le gouvernement & ſavoir ſe défendre ſans ſecours étrangers.

Mais parce que les romains ne pouvoient ni obéir ni ſe gouverner, Jean XII eut à peine couronné Othon, qu'il voulut donner l'empire à Adelbert, fils de Bérenger II : il ne fit qu'occaſionner inutilement de nouveaux troubles. Othon plus maître en Italie que Charlemagne,

laiſſa toute ſa puiſſance à ſes ſucceſſeurs.

Cependant les troubles renaiſſoient de toutes parts auſſi-tôt que l'empereur occupé en Allemagne, paroiſſoit moins redoutable. Rome oublioit alors qu'elle avoit un maître ; le peuple & le pape devenoient ennemis ; & les diſſentions ne ceſſoient plus. C'eſt aux pieds du ſaint ſiége qu'on voyoit ſans frayeur les foudres, qui faiſoient trembler toute l'Europe.

Le reſte de l'Italie n'étoit pas moins troublé par l'inquiétude des ſeigneurs, qui s'en partageoient toutes les provinces ; & les normands vinrent enfin pour augmenter les déſordres. L'empereur pou-

voit par ſa préſence appaiſer les flots de cette mer : mais ce n'étoit qu'un calme paſſager, & la tempête recommençoit avec plus de violence.

Les empereurs de la maiſon de Saxe avoient été puiſſans : mais en croyant s'attacher le clergé par des bienfaits, ils élevèrent & nourrirent de nouveaux ennemis dans le ſein de l'empire. Les prélats ne ſongèrent plus qu'à ſe rendre indépendans : ils furent ſoutenus dans leurs entrepriſes par les ſeigneurs laïques, dont l'intérêt étoit de ſe concilier une puiſſance qu'on avoit élevée contr'eux ; & ſi les effets de cette mauvaiſe politique des Othons ne parurent pas d'abord

ſous les premiers empereurs de la maiſon de Franconie, ils éclatèrent enfin ſous Henri IV.

Cependant les normands, qui s'affermiſſoient au midi de l'Italie, n'avoient d'autre intérêt que de repouſſer au-delà des Alpes les empereurs dont la puiſſance s'affoibliſſoit en Allemagne. Or, de pareilles circonſtances devoient flatter les italiens de pouvoir ſe ſouſtraire aux allemands. Elles devoient donc allumer un nouvel incendie.

Le plus hardi dans ces conjonctures fut ſans doute Grégoire VII. Cependant il avoit bien des raiſons pour ſe promettre un heureux ſuccès. Les normands lui offroient des ſecours & un aſyle en cas de

revers : la princeſſe Mathilde, qui entroit dans toutes ſes vues, poſſédoit Ferrare, Modène, Mantoue, Vérone, Plaiſance, Parme, Spolète, Ancone, Piſe, Lucques & preſque toute la Toſcane : le clergé de Rome & d'Italie étoit irrité contre les empereurs, parce que Henri III avoit élevé pluſieurs allemands ſur le ſaint ſiége : enfin Grégoire pouvoit compter ſur les diviſions de l'Allemagne, & encore plus ſur l'ignorance de ſon ſiècle.

L'audace de ce pontife & de ſes ſucceſſeurs remua toute l'Europe, particulièrement l'Italie & l'Allemagne. Il ſe fit une révolution dans les eſprits comme dans les états ; les droits des têtes couronnées pa-

rurent équivoques, & on se crut autorisé par principe de religion à des révoltes, auxquelles les vices de ces tems barbares ne portoient déjà que trop.

Il falloit des princes tels que les deux Fréderics pour défendre avec quelque gloire les droits de l'empire, dans ces siècles où l'ignorance & la superstition des peuples faisoient une nécessité de respecter jusqu'aux excommunications injustes du saint siége; où il se trouvoit des souverains assez aveugles pour accepter une couronne offerte par les papes; & où les vassaux de l'empire, toujours impatiens de secouer le joug, avoient fort accru leur puissance. Non-seulement les prélats

prélats s'étoient rendus indépendans; mais les duchés & les comtés étoient encore devenus héréditaires; les premiers sous les Saxons, & les seconds sous les princes de Franconie.

Cependant Frédéric I releva quelque peu son autorité en protégeant les villes qui voulurent se soustraire aux ducs & aux évêques; en formant, au milieu même des duchés, quantité de principautés dont il étoit le suzerain immédiat. Cependant ces villes & ces nouveaux seigneurs changèrent d'intérêts, à mesure que les troubles changeoient les circonstances; & les successeurs de Fréderic en tirèrent peu de secours.

L'Allemagne & l'Italie étant donc divisées entre une multitude de princes indépendans, ou qui cherchoient à le devenir, les querelles du sacerdoce & de l'empire, si favorables à l'ambition de ces tyrans, achevèrent de mettre le comble aux désordres, sous les princes de la maison de Souabe. Les villes d'Italie formoient des ligues sous la protection des papees, ou sous celle des empereurs; & elles se faisoient des guerres d'autant plus cruelles, qu'il n'y en avoit point où les deux factions ne fussent armées l'une contre l'autre: car les Guelfes & les Gibelins étoient répandus & mêlés dans chacune.

Après la mort de Conrad IV, fils de Fréderic II, l'empire tomba dans une véritable anarchie. N'y ayant plus de puiſſance capable de faire reſpecter les loix, les princes entreprirent de ſe rendre juſtice par les armes, ou plutôt de faire valoir leurs prétentions comme des droits; & tandis que la petite nobleſſe infeſtoit les chemins, au point qu'on ne pouvoit pas aller ſans eſcorte d'une ville à l'autre; la nobleſſe plus puiſſante s'appropria les biens de la couronne, & acheva de s'arroger tous les privilèges de la ſouveraineté. Cette anarchie continua juſqu'à Rodolphe de Habsbourg que les électeurs préférèrent, parce qu'ils le jugèrent

trop foible pour revendiquer leurs usurpations.

C'est pendant cette anarchie que plusieurs villes d'Allemagne & des princes mêmes formèrent des ligues pour veiller à leur sûreté, se voyant forcés à s'armer contre les brigands. Il ne se fit pas de moindres changemens en Italie : car il s'y forma de nouvelles principautés, & plusieurs peuples qui tentoient depuis quelque tems de se gouverner eux-mêmes, crurent enfin avoir trouvé l'occasion de se rendre indépendans. Rodolphe abandonna l'Italie, sur laquelle il ne pouvoit faire valoir ses droits, & vendit la liberté à des villes qui, comme on le verra bientôt, ne l'achetèrent pas. Aucune

n'étoit faite pour une pareille acquiſition.

Mais quelles que ſoient ces républiques, nous ſommes à l'époque où il faut les obſerver. Nous n'entreprendrons pas cependant de faire l'hiſtoire de toutes leurs diſſentions : il nous ſuffira de faire connoître l'eſprit dans lequel elles ſe ſont gouvernées.

CHAPITRE II.

Conſidérations générales ſur ce qui fait la force ou la foibleſſe d'une république.

UNE république eſt heureuſe lorſque les citoyens obéiſſent aux magiſtrats, & que les magiſtrats reſ-

peſtent les loix. Or, elle ne peut s'aſſurer de cette obéiſſance & de ce reſpect, qu'autant que par ſa conſtitution elle confond l'intérêt particulier avec le bien général ; & elle ne confond l'un avec l'autre, qu'à proportion qu'elle maintient une plus grande égalité entre ſes membres.

Nous ne voulons pas parler d'une égalité de fortune, car le cours des choſes la détruiroit d'une génération à l'autre. Nous n'entendons pas non plus que tous les citoyens aient la même part aux honneurs, puiſque cela feroit contradictoire à l'ordre de la ſociété, qui demande que les uns gouvernent & que les autres ſoient gouvernés. Mais nous

entendons que tous les citoyens, également protégés par les loix, ſoient également aſſurés de ce qu'ils ont chacun en propre ; & qu'ils aient également la liberté d'en jouir & d'en diſpoſer. Delà, il réſulte qu'aucun ne pourra nuire, & qu'on ne pourra nuire à aucun.

Cette égalité ſeroit tout-à-fait détruite, ſi des priviléges donnoient à quelques-uns le droit excluſif de s'occuper d'un commerce ; ſi des impôts arbitraires ne permettoient pas aux citoyen de ſavoir ce que le fiſc voudra bien leur laiſſer : ſi les publicains étoient autoriſés à vexer impunément les peuples ; ſi l'intrigue faiſant un trafic des em-

plois, vendoit le droit de s'enrichir par toute ſorte de moyens : en un mot, ſi le gouvernement enhardiſſoit l'avidité à tout oſer : ce ſeroit alors le tems des fortunes rapides, & d'une inégalité deſtructive.

A meſure donc que cette inégalité s'introduira, il y aura plus de citoyens intéreſſés à déſobéir aux magiſtrats, & plus de magiſtrats intéreſſés à ſe mettre au-deſſus des loix. Alors il n'eſt pas poſſible que chacun trouve le même avantage dans le bien de tous. Ce vice de la république en altérera inſenſiblement la conſtitution, & la ruinera tout-à-fait lorſque ceux qui ſe font un intérêt à part, ſeront

devenus les plus puiſſans. Si elle paroît plus riche & plus floriſſante que jamais, cet éclat ne ſera qu'une fauſſe apparence, c'eſt-à-dire qu'il y aura des citoyens opulens, & que la république elle-même ſera foible & miſérable. En effet, les reſſources ne manquent pas aux peuples pauvres, parce que chez un peuple pauvre aucun citoyen ne l'eſt : c'eſt aux peuples riches qu'elles manquent, parce que les richeſſes étant abſorbées par un petit nombre de familles, le peuple qu'on dit riche, eſt pauvre en effet : les plus beaux tems d'une république ne ſont donc pas ceux où elle paroît plus floriſſante.

Nous ne prétendons pas que la

pauvreté faſſe la proſpérité des états, puiſque toutes les nations de l'Europe ont été pauvres & malheureuſes; & que preſque toujours ſans reſſources, elles ne ſe ſont ſouvent relevées que par des efforts, qui leur préparoient de nouvelles calamités.

Quelle eſt donc cette pauvreté ſi ſalutaire? ce mot eſt vague comme beaucoup d'autres, & a beſoin d'être expliqué.

Si toutes les richeſſes de l'Europe étoient également partagées entre tous les hommes qui l'habitent, aucun peuple ne paroîtroit opulent, parce qu'il n'y auroit en effet ni pauvre ni riche. C'eſt donc de l'inégalité des partages que naiſ-

ſent la misère & l'opulence, & nous ſommes moins riches par les richeſſes que nous avons, que par celles qui manquent aux autres.

Mais dans la ſuppoſition où les partages ſont égaux, imaginons deux républiques également puiſſantes ; & ſuppoſons que dans l'une, les citoyens n'ambitionnent que la gloire de ſervir l'état, tandis que dans l'autre, chacun deſire à l'envi de s'enrichir. La premiere conſervera toujours la même puiſſance, parce qu'elle continuera de n'avoir ni pauvres ni riches ; la ſeconde, au contraire, s'affoiblira, parce qu'elle ne pourra pas retirer les mêmes ſervices de tous ſes citoyens ;

car les pauvres ne pourront pas la ſervir, & les riches ne le voudront pas, ou ne le voudront que pour eux. Elle ne ſera donc ſervie que par des hommes qui ſeront mercenaires, ou par néceſſité ou par avarice. Qu'une guerre s'élève entre ces deux républiques, on prévoit l'événement.

Cependant l'inégalité des richeſſes amène le luxe, qui traînant à ſa ſuite tous les vices, acheve de ruiner la ſociété. Voilà encore un mot dont on ſe fait des idées trop vagues, & qui demande une explication.

Il y a eu bien des ſiècles où une chemiſe de toile étoit un luxe. Aujourd'hui la ſoie en eſt moins

un, que du tems des premiers empereurs romains; & les étoffes d'or elles-mêmes se porteroient sans luxe, si elles étoient aussi communes que le drap le plus grossier. Les riches les abandonneroient même alors aux pauvres, parce que certainement elles ne sont pas les plus commodes.

Ce n'est donc pas uniquement dans l'usage des choses qu'il faut chercher le luxe, puisqu'alors c'est un Protée qu'on ne peut saisir. En quoi consiste donc le luxe? Dans un travers de l'imagination, qui nous fait trouver notre bonheur à jouir des choses, dont les autres sont privés. Nous disons *travers*: car on n'est pas mieux vêtu avec

un drap d'or, qu'avec un drap de laine : on ne fait pas meilleure chère avec des mets rares qu'avec des mets communs ; & celui qui ne peut aller qu'en caroffe, n'eft pas plus heureux que celui qui s'eft fait une habitude d'aller à pied.

Dès que le luxe confifte dans ce vice de l'imagination, c'eft une conféquence qu'il mette les chofes commodes au-deffus des chofes néceffaires, & les chofes frivoles au-deffus des chofes folides ; & l'on conçoit les maux qu'il doit produire. Autant il donne de fuperflu aux riches qui fe ruinent, autant il ôte de néceffaire au refte des citoyens. Si dans les grandes villes, il paye un falaire aux artifans, il

n'eſt pas vrai qu'il les faſſe vivre ; puiſqu'il ruine les campagnes, qui ſeules font vivre & le riche & l'artiſan. Il tend donc à cauſer une ruine générale. Bientôt il n'y aura plus que des pauvres, des riches mal aiſés, & des fortunes ſcandaleuſes, qui ſe font rapidement, & qui paſſent avec la même rapidité. Dans cette ſituation, de quelle utilité les pauvres ſeront-ils à l'état? & de quelle utilité ſeront les riches eux-mêmes, amollis, ſujets à mille infirmités, dégoûtés des fatigues, ſe faiſant un beſoin ſuperflu qui leur manque, exigeant d'avance le prix des ſervices qu'ils ne rendront pas, & ſe plaignant toujours de n'avoir pas été récompenſés?

il eſt poſſible qu'ils ſe faſſent encore un point d'honneur de ſervir la patrie : mais leur point d'honneur s'affoiblira de jour en jour, & cependant leur avidité ſera une ſource de déſordres.

Une république n'eſt donc pas heureuſe & puiſſante, préciſément parce qu'elle eſt pauvre : mais elle l'eſt à proportion que ſa pauvreté entretient l'égalité parmi les citoyens ; & que ne ſouffrant pas qu'il s'élève des familles opulentes, elle exclut le luxe, c'eſt-à-dire, le déſir de jouir de ce dont les autres manquent, & par conſéquent, la manie de chercher des jouiſſances dans des frivolités, que les riches ſeuls peuvent ſe procurer.

Faudroit-il donc détruire tout-à-fait le luxe, & faire de nouveaux partages? Non, sans doute, on le tenteroit inutilement : un pareil projet feroit même sans fruit & produiroit de nouveaux malheurs. Mais ne nous pressons pas de chercher ce qu'il conviendroit de faire : observons, & ne faisons pas des systêmes sur ce que nous n'avons pas encore suffisamment étudié. Si les circonstances produisent enfin de bons gouvernemens, elles nous épargneront la peine d'en imaginer ; ou si changeant continuellement l'état des choses, elles ne font que substituer des vices à des vices, elles nous apprendront au moins ce qu'il ne faut pas faire ; & nous

pourrons connoître le meilleur gouvernement, lorſque nous aurons connu tous les mauvais gouvernemens poſſibles.

L'ambition produit des vices ou des vertus, ſuivant qu'elle change d'objets. Ame de la république, il eſt des circonſtances, où elle la ſoutient par les diſſentions qu'elle fait naître; comme il en eſt d'autres, où elle n'engendre que des diſſentions funeſtes. Il n'eſt donc pas à déſirer que les diſſentions de toute eſpèce ſoient abſolument étouffées : il s'agit ſeulement de régler l'ambition qui les cauſe.

L'ambition eſt toujours bien réglée, lorſqu'elle ne ſe porte qu'aux honneurs que la république diſpenſe.

Car alors on préfére la patrie à tout, & on regarde les premières magiftratures comme le plus haut degré de la fortune. Les contendans formeront, à la vérité, des partis : mais ils acquerront des talens, pour mériter les fuffrages ; & les plus vives diffentions feront étouffées, auffi-tôt que les citoyens fentiront le befoin de fe réunir. Elles fe rallumeront fans doute, à la première occafion ; fans doute auffi, elles s'éteindront encore d'elles-mêmes.

Jaloux uniquement de partager les honneurs, les différens partis n'imagineront pas de s'armer les uns contre les autres. Il leur viendra encore moins dans la penfée d'appeller des fecours étrangers.

Enfin, aucun citoyen fenfé, quelque puiffance qu'on lui donne, n'ofera former le projet de donner des fers à fa patrie, il eft trop convaincu qu'il refteroit feul contre tous.

Rome prouve la vérité de ce que nous difons, mais elle prouve auffi que l'ambition n'a plus de règles, lorfqu'elle fe porte à toute autre chofe qu'aux honneurs. C'eft alors le tems des grands défordres: c'eft alors que l'or & le fer ouvrent un chemin à la tyrannie.

Obéir aux magiftrats, refpecter les loix, aimer la patrie, n'avoir qu'une ambition honnête, ignorer le luxe & tous les vices qu'il engendre : voilà fans doute ce qui fait les bonnes mœurs. Or, l'éga-

lité produit tous ces effets : elle forme donc les meilleurs citoyens.

Dans une république formée ſur ce modèle, les mœurs générales déterminent naturellement les mœurs particulières ; les bonnes éducations ſe font ſeules, comme en effet elles doivent ſe faire. Mais malheureuſement dans les républiques corrompues, les mœurs générales ont plus de pouvoir encore ; & les mauvaiſes éducations, qui ſe font ſeules plus facilement que les bonnes, empirent d'une génération à l'autre. On ſe plaint, on cherche des remèdes, on veut oppoſer des digues au torrent, qui ſe déborde : c'eſt la ſource qu'il faudroit tarir.

CHAPITRE III.

Idée générale des républiques d'Italie.

CE n'étoit pas dans les provinces du royaume de Naples, qu'il devoit se former des républiques. Les peuples, de tous tems subjugués, s'étoient fait une habitude d'obéir ; & toujours enveloppés dans des révolutions, ils étoient entraînés par une force, qui ne leur permettoit pas de s'arrêter sur eux-mêmes, & de penser seulement qu'ils pouvoient être libres. La ville de Naples avoit, à la vérité, connu la liberté, & elle en avoit conservé quelques-uns des priviléges sous

les rois normands : mais il ne lui étoit plus poſſible de la recouvrer.

Après la mort de Conrad IV fils de Fréderic II, les déſordres de l'Allemagne paroiſſoient offrir la liberté aux villes de Lombardie, d'autant plus que les papes n'y pouvoient pas cauſer des troubles auſſi facilement que dans le royaume de Naples. Cependant, parce que les lombards étoient accoutumés au joug, ainſi que les napolitains, il fut facile aux gouverneurs de ſe rendre maîtres chacun dans ſa province. Ce ſont par conſéquent, des principautés qui devoient ſe former dans cette partie de l'Italie. Quelques villes, à la

vérité, profitant des circonſtances qu'offroient les querelles du ſacerdoce, & de l'empire avoient tenté auparavant de ſe gouverner en républiques ; mais elles jouirent peu de leur liberté : car nous ne comprenons pas dans la Lombardie, Veniſe, non plus que Gênes : depuis long-tems ces deux dernières avoient trouvé l'occaſion d'établir un gouvernement républicain.

Dans l'état que nous nommons aujourd'hui eccléſiaſtique, les papes, trop foibles pour y dominer, étoient aſſez forts pour troubler tous les gouvernemens. La multitude des affaires qu'ils embraſſoient, & l'Europe entière ſur laquelle ils
étendoient

étendoient leurs ſoins apoſtoliques, ne leur permettoient pas toujours de ſoutenir les démarches qu'ils avoient faites, dans la vûe de s'aſſurer des villes du patrimoine de S. Pierre. Elevés ſur le ſaint ſiége pour l'ordinaire dans un âge avancé, ſouvent ſans l'avoir prévu & par conſéquent, ſans y être préparés, il étoit difficile qu'ils euſſent aſſez de lumières, pour gouverner un état, ſi mal affermi, qu'il étoit toujours à conquérir. Enfin ne faiſant pour la plupart que paſſer ſur la chaire de S. Pierre, aucun n'y reſtoit aſſez long-tems pour achever ce qu'il avoit commencé; & cependant chacun y portoit ſes vues particulières, com-

me son esprit & son caractère : l'un précipitoit ; un autre ralentissoit ; un autre ne faisoit rien ; un autre revenoit à quelque vieux projet ; un autre formoit une entreprise qu'un autre abandonnoit, & à laquelle un autre revenoit encore : de sorte que c'étoit presque à chaque pontificat, nouveau plan, nouveau systême, nouvelle politique, & quelquefois rien. Ajoutons que les circonstances pouvoient encore forcer le même pape à changer de conduite.

La cour de Rome n'avoit donc & ne devoit avoir ni principes, ni règles. Il est vrai que son objet étoit en général de tout soumettre, & qu'à cette fin elle employoit

d'ordinaire les excommunications : mais d'ailleurs ses ressources & ses moyens varioient comme les tems & les pontifes. De pareils défauts se trouvent nécessairement dans les états électifs, lorsque le prince, content de jouir, sans penser à l'état ni à ses successeurs, n'est pas forcé par l'esprit du gouvernement à suivre un plan donné.

Voilà pourquoi les papes, si puissans pour troubler & pour affoiblir, ont tant de peine à s'établir solidement dans leurs propres domaines. Or, ces troubles & cette foiblesse qu'ils causent, sont aussi contraires au gouvernement républicain, que favorables aux ambitieux, qui veulent usurper l'auto-

rité quelque part : car les citoyens d'une ville ne peuvent parvenir à se gouverner eux-mêmes, qu'autant qu'ils ont l'avantage des forces, ou qu'ils jouissent d'un grand calme.

Dans le quatorzième siècle, les papes ayant abandonné Rome pour Avignon, perdirent beaucoup de la puissance qu'ils avoient en Italie. Cette conjoncture étant favorable à la liberté, plusieurs villes de l'état ecclésiastique en surent profiter. De ce nombre fut Bologne, qui du tems des croisades, avoit déjà été une république assez puissante. Cependant ces villes ne jouirent jamais de la liberté que par intervalles ; parce qu'elles n'étoient pas

capables de ſe défendre, lorſque les papes recouvroient leur autorité.

De toutes les provinces d'Italie, la Toſcane étoit ſituée le plus avantageuſement pour ſe gouverner elle-même : car les papes n'étoient pas aſſez puiſſans pour s'en rendre maîtres, & la Lombardie, qui ſe ſoulevoit ſouvent, étoit une barrière entr'elle & les empereurs. Il s'y forma donc pluſieurs républiques. Mais ſi l'on conſidère la poſition de Veniſe & de Gênes, on la trouvera encore plus favorable ; & on ne ſera pas étonné que ces deux républiques aient commencé long-tems avant les autres.

S'il y avoit en Italie des poſitions

plus favorables au gouvernement républicain, il n'y en avoit point où un peuple pût jouir de sa liberté sans ressentir quelque commotion, lors des secousses violentes que causoient les papes, les rois de Naples, les empereurs, les françois, les espagnols & une multitude de tyrans répandus dans les provinces. Les républiques étoient, pour ainsi dire, entourées de volcans, qui menaçoient de les abymer ; & tout ce qui les environne, doit leur permettre rarement de se gouverner dans un grand calme. Il nous reste à les considérer en elle-mêmes.

Après avoir été successivement sous la domination des romains, des herules, des goths, des grecs,

des lombards, des françois & des allemands, les peuples d'Italie désirèrent enfin de secouer le joug des étrangers, & quelques-uns se flattèrent de pouvoir jouir d'une liberté que les circonstances paroissoient leur offrir. Il étoit bien difficile néanmoins, qu'ils apprissent à se gouverner eux-mêmes; & il y avoit lieu de craindre qu'ils ne formassent leurs républiques avec les débris de ces monarchies, qu'une mauvaise constitution avoit détruites. Ils n'eurent jamais de législateurs. Cependant il en eût fallu de bien habiles, pour leur faire abandonner leurs vieilles coutumes, & leur en faire prendre de plus conformes à leur nouvelle situation.

Ils voulurent donc vivre à bien des égards dans des républiques, comme ils avoient vécu dans de mauvaifes monarchies. C'étoit allier les deux contraires.

La Grèce & l'ancienne Rome avoient été plus heureufes, parce que les républiques s'y étoient formées dans des tems, où les hommes étoient à-peu-près égaux, ou du moins dans des circonftances où il falloit peu d'efforts pour les ramener à l'égalité. Les citoyens étoient fobres, tempérans, faits à la fatigue : le luxe qu'ils ignoroient, ne leur avoit pas enlevé les vertus; ils n'imaginoient pas que pour être puiffant, il faut être riche; enfin ils naiffoient égaux, & ils ne

connoiſſoient pas cette nobleſſe & cette roture, qui eſt la plus odieuſe de toutes les inégalités, puiſque de deux hommes elle fait deux eſpèces différentes.

Tels furent les romains après la création des tribuns. Si le plébéien n'étoit pas encore égal au patricien, tout tendoit à les rendre l'un & l'autre égaux par la naiſſance, & à leur aſſurer également tous les droits de citoyen. Il eſt vrai qu'ils ne parvinrent jamais à établir parfaitement cette égalité, ils ne le pouvoient pas même ; & c'eſt pourquoi leur république a toujours eu des vices fondamentaux. Mais c'eſt en la cherchant, qu'ils formèrent comme à leur inſu, le meilleur

gouvernement pour un peuple conquérant. Ils furent assez heureux pour trouver plus qu'ils n'avoient d'abord cherché : mais ils devoient trouver ce qu'ils ne cherchoient pas, puisque nous avons vu que de l'égalité naissent tous les avantages des républiques.

Or, les italiens ne songèrent jamais à chercher l'égalité. Ils étoient donc bien loin de parvenir à se gouverner sagement. Quand on considère cette ignorance, commune alors à toutes les nations, on diroit que l'empire romain ne s'étoit élevé sur les ruines de tant de peuples libres, que pour enfouir avec lui le secret de la liberté.

En effet, l'inégalité destructive

de tout gouvernement libre, s'étoit accrue continuellement ſous l'anarchie des fiefs, & croiſſoit encore tous les jours, à meſure qu'on acquéroit de plus grandes richeſſes. Comme elle avoit d'abord pris ſa ſource dans la différence humiliante des nobles & des roturiers, elle puiſa de nouvelles forces dans le commerce auquel on s'appliqua par préférence à tout : deux inconvéniens dont les républiques doivent ſe garantir.

Les gentilshommes, dit Machiavel, ſont ceux qui vivent du produit de leurs terres dans l'abondance & dans l'oiſiveté. De pareils hommes ſont la peſte d'une république : mais les plus pernicieux

ſont ceux qui ont des châteaux, des fortereſſes & des fiefs.

Ce même écrivain remarque que le royaume de Naples, l'état eccléſiaſtique & la Lombardie étoient remplis de ces ſortes de gentilshommes. D'où il juge avec raiſon que les peuples de ces provinces n'étoient pas faits pour ſe gouverner en république. A peine étoient-ils capables de ſoupirer quelquefois après la liberté : ceux du royaume de Naples n'en avoient pas même conſervé le moindre ſentiment.

Mais la Toſcane, remarque encore Machiavel, avoit heureuſement très-peu de gentilshommes. Auſſi vit-on non-ſeulement ſe former dans un petit eſpace, trois républiques,

républiques, Florence, Sienne & Lucques : mais on voyoit encore plusieurs autres villes conserver l'esprit républicain jusques dans la servitude & quelquefois jouir par intervalles de la liberté. Cependant si les gentilshommes étoient en trop petit nombre pour empêcher les républiques de se former ; il y en avoit trop encore pour permettre qu'elles s'établissent solidement. Delà naîtront bien des troubles.

Comme l'Italie cultivoit les arts & le commerce plus qu'aucune autre province de l'Europe, elle étoit aussi la plus riche de toutes. Les républiques, entraînées par l'esprit général, devinrent donc commerçantes. Elles s'enrichirent

d'autant plus qu'elles gênoient moins le commerce : elles devinrent par-là plus puiſſantes : cependant elles préparoient leur ruine.

L'inégalité qu'amènent les richeſſes, eſt d'autant plus deſtructive, qu'une république ne peut alors avoir que des troupes mercenaires; ſoit qu'elle ſe ſerve de ſoldats étrangers, ſoit qu'elle arme ſes propres citoyens.

Il arrive delà qu'elle eſt mal défendue, & que cependant il lui en coûte beaucoup pour ſe défendre. Les victoires ſont preſque auſſi chères que les défaites, le tréſor public s'épuiſe : le peuple gémit ſous les impôts qui ſe multiplient, l'état

qui contracte mutuellement de nouvelles dettes, ne se soutient que par son crédit ; il n'est plus riche que par l'opinion qu'on a de ses richesses imaginaires ; & il est ruiné, si l'opinion change.

La guerre enrichissoit Rome, & appauvrissoit Carthage : c'est que Rome, toute militaire, armoit à peu de frais ; & que Carthage commerçante, n'avoit des troupes qu'autant qu'elle les payoit. Les républiques d'Italie, qui croyoient s'enrichir par la voie des armes, devoient donc se ruiner, si elles armoient pour étendre à l'envi leur commerce : car alors se nuisant les unes aux autres, elles l'arrêtoient nécessairement dans ses progrès.

Cependant lorſque cette ſource de richeſſes ſe tariſſoit, c'eſt alors que l'argent devenoit plus néceſſaire : il falloit lever de nouvelles troupes, conſtruire de nouveaux vaiſſeaux, acheter de nouvelles alliances. On s'appauvriſſoit donc encore par les efforts qu'on faiſoit pour réparer ſes pertes.

Remportoit-on des avantages ? ils avoient coûté trop cher, & on n'étoit plus aſſez riche pour les ſoutenir. On mécontentoit les alliés qui ne trouvoient jamais leurs ſervices aſſez payés ; on s'en faiſoit des ennemis ; & parce qu'après une victoire on avoit beſoin des reſſources, comme après une défaite, le vaincu avoit réparé ſes forces,

lorſque le vainqueur ne pouvoit pas encore ſuivre ſes premiers ſuccès ; ſouvent même il ſe trouvoit le premier en état de reprendre les armes, & il recouvroit ce qu'il avoit perdu, avant qu'on eût tout préparé pour repouſſer ſes hoſtilités. Ainſi les guerres, après des ſuccès alternatifs & ruineux pour les deux partis, finiſſoient par un épuiſement général : & quelque tems après on les recommençoit, juſqu'à ce qu'on fût encore épuiſé.

On ne pouvoit pas douter que l'argent ne fût alors le nerf de la guerre : mais cela n'étoit vrai, que parce que les gouvernemens étoient vicieux. Cette maxime familière aux politiques d'alors étoit ignorée

dans les beaux tems de la Grèce & de Rome : elle l'étoit au moins des grecs & des romains ; car nous convenons que les perses & les carthaginois la connoissoient.

Les républiques d'Italie avoient donc, lorsqu'elles se fondèrent, les mêmes vices ou de plus grands encore que les républiques anciennes, lorsqu'elles tomboient en ruine. Par conséquent sans mœurs, & toujours déchirées par des factions, elles offriront les mêmes désordres, que nous avons déjà vus dans l'histoire générale de l'Italie. Le bien public sera toujours sacrifié à des intérêts particuliers : les partis qui domineront tour-à-tour, ne cesseront de changer la forme du gou-

vernement : les loix toujours partiales, ne seront jamais respectées : les réglemens les plus sages seront ceux qui trouveront le plus d'obstacles : les citoyens puissans se regarderont avec méfiance, jusques dans les tems de calme : ils armeront les uns contre les autres sur les plus légers soupçons ; & une faction livrera la patrie à l'étranger, plutôt que de se soumettre à une faction contraire. En un mot, il n'y aura de liberté pour ces républiques, que lorsqu'un citoyen habile & vertueux, se trouvant à la tête du gouvernement, fera respecter les loix dans sa personne. Mais les Timoléons sont rares.

Machiavel, que nous citons en-

core, parce que nous raiſonnons ſur les principes qu'il a développés dans ſon hiſtoire de Florence & dans ſes diſcours ſur la première décade de Tite-live, Machiavel ayant remarqué que les républiques de Suiſſe & quelques-unes d'Allemagne avoient des mœurs, & qu'elles n'étoient pas ſujettes aux mêmes déſordres que celles d'Italie, en donne pour raiſon, qu'elles ne permettent pas qu'aucun de leurs citoyens ſoit gentilhomme; & que ne ſongeant point à s'enrichir, elles ſe contentent des vêtemens & des alimens que leur pays peut leur fournir. N'ayant donc pas beſoin de commercer avec les françois, avec les eſpagnols, ni avec les

italiens, elles ne prennent pas les mœurs de ces nations, *le quali* dit-il, *tutte insieme sono la corruttela del mondo.*

CHAPITRE IV.

De Venise & de Gênes.

LORS de l'invasion des Goths, sous Radagaise en 407, & sous Alaric en 423, les peuples voisins du golfe Adriatique cherchèrent un asyle dans les petites isles, qui s'élèvent au milieu des lagunes formées par la mer. Les padouans, à qui elles appartenoient & à qui elles pouvoient servir de retraite, favorisèrent ce concours, & envoyèrent en 421 trois consuls dans

l'isle de Rïal, qu'ils proclamèrent place de refuge. Ces isles se peuplèrent encore plus, lorsqu'Attila, ravageant pour la seconde fois l'Italie, détruisit en 453 Pavie, Milan, Padoue, Aquilée & plusieurs autres villes..

Padoue s'étant rétablie, elle envoya dans Rialte & dans les autres isles des tribuns, pour les maintenir sous sa dépendance: mais les plus riches citoyens se saisirent insensiblement de l'autorité, & les tribuns s'érigèrent même en souverains chacun dans son isle.

En 709, les tribuns des douze isles principales, dégoûtés d'être souverains, sentirent enfin qu'il pouvoit leur être avantageux de

limiter leur puiſſance ; & croyant former une république, ils firent une aſſociation, & élurent un duc ou un doge pour être leur chef.

Un ſiècle après, cette république trouva dans Pepin fils de Charlemagne, un vainqueur généreux. Ce prince lui remit le tribut qu'elle payoit : il lui donna cinq milles d'étendue en terre ferme le long des lagunes, & lui accorda la liberté de commercer par mer & par terre. C'eſt même depuis lui qu'on l'appelle Veniſe ; car il voulut que Rialte, jointe à quelques autres iſles, portât ce nom, qui étoit celui de la province voiſine des lagunes.

La conſtitution de cette républi-

que étoit cependant bien vicieuse. Le doge abusoit presque continuellement d'une autorité, qu'on n'avoit pas su limiter ; & le peuple qui le déposoit & qui lui crevoit les yeux, croyoit recouvrer la liberté en élisant un nouveau doge, auquel il donnoit encore la même puissance. Jusqu'en 1172, le gouvernement de Venise offre des soulevemens, des factions & des désordres, qu'il est facile d'imaginer d'après ce qu'on a vu ailleurs.

Il étoit tems de chercher un remède aux abus. Il s'agissoit de limiter le pouvoir du doge, & de prévenir les brigues & les tumultes, que son élection ne pouvoit cesser d'occasionner tant qu'elle se feroit

par le peuple entier : voici donc le gouvernement qu'on établit.

Douze tribuns, élus par le peuple pour être ſes protecteurs, rendoient nulles par leur oppoſition les ordonnances du prince. Ils éliſoient tous les ans deux cents quarante citoyens de tous états, & ils en formoient le conſeil ſouverain de la république. Enfin on prenoit dans ce conſeil un certain nombre d'électeurs, lorſqu'il falloit élire un doge.

Par ce changement, chaque citoyen conſervoit ſa part ou du moins ſon droit à la ſouveraineté; & le grand conſeil, où l'on ne trouvoit pas les mêmes inconvé-

niens que dans un peuple tumultueux, étoit aſſez puiſſant pour forcer le doge à n'être que le magiſtrat de la république.

Cette forme de gouvernement ſubſiſta juſqu'en 1289 que le doge Pierre Gradenigo fit paſſer un réglement, par lequel un certain nombre de familles eurent, à l'excluſion de toutes les autres & à perpétuité, la ſouveraine adminiſtration. Il en fit enregiſtrer le décret à la Quarantie criminelle; tribunal dont on ne fixe pas l'origine, mais qui mettoit alors le ſceau aux loix. Cette époque ſe nomma *il ſerrar del conſiglio*, parce qu'elle ferma l'entrée du grand conſeil aux familles qui n'y avoient pas été admiſes.

Venise, qui auparavant avoit été une démocratie, fut alors une aristocratie héréditaire. Parmi les familles, exclues injustement du grand conseil, quelques-unes par foiblesse ou par ignorance dédaignèrent de s'opposer à cette innovation ; d'autres plus puissantes ou plus éclairées, tentèrent de rétablir l'ancien gouvernement : ce fut sans succès. Leur entreprise fit seulement penser à prévenir de pareilles conspirations ; & on créa en 1310 un tribunal, qui parut si propre à cet effet, que vingt-cinq ans après on l'établit à perpétuité.

Ce tribunal est le conseil des dix. Les membres sont élus tous les ans par le grand conseil, & ils choisis-

ſent parmi eux trois chefs qui changent tous les mois, & qui roulent par ſemaine.

Tout ce qui concerne la police eſt du reſſort de ce tribunal. Il étend ſa juriſdiction ſur les nobles comme ſur les bourgeois; & il eſt le juge de tous les officiers chargés de quelque partie de l'adminiſtration. Non-ſeulement il reçoit les accuſations qu'on lui porte : il a encore des eſpions répandus par-tout ; & ſur le rapport de quelques délateurs, il condamne un accuſé ſans l'entendre.

Mais un tribunal, dont la procédure eſt encore plus odieuſe, c'eſt celui des inquiſiteurs d'état. Il eſt compoſé de deux ſénateurs pris dans

le conseil des dix & d'un des conseillers du doge. Il punit les soupçons, comme le crime même. Il fait noyer en secret quiconque a tenu quelques propos sur le gouvernement, ou en est accusé par les espions, dont il remplit la ville; & sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit, il a un pouvoir absolu sur la vie du doge, des nobles, des étrangers & de tous les sujets de la république.

Si la société a pour objet la sûreté de tous ses membres, doit-elle commencer par répandre une méfiance générale? Quels que soient les avantages que les nobles vénitiens pensent retirer de cette politique, ils sont absurdes de vou-

loir être tous ensemble les tyrans de chacun d'eux en particulier, & de créer des tribunaux pour exercer cette tyrannie. On voit bien que ce gouvernement s'est établi dans des tems, où la force qui régloit tout, n'assuroit rien & faisoit une nécessité de prendre toute sorte de précautions. En effet la souveraineté que les nobles enlèvent au peuple est une dépouille qu'ils craignent de s'enlever les uns aux autres ; & ils entretiennent leurs craintes, faute de savoir se réunir par un intérêt commun. S'ils ont encore besoin de cette politique, ils sont à plaindre : & ils en ont besoin. Il n'y a pas d'autre moyen pour contenir tous ces nobles, qui

ſe regardant comme autant de ſouverains, exerceroient ſur le peuple toute ſorte de vexation, & ruineroient enfin l'état.

Tout démontre qu'il n'y a point de bon gouvernement ſans mœurs, & cependant cette république a banni les mœurs de ſon gouvernement. Comme l'ariſtocratie s'eſt formée dans des tems où il n'y en avoit point, & qu'elle a reconnu par expérience combien la corruption étoit favorable à ſon affermiſſement, elle s'eſt fait un principe de donner la licence en échange pour la liberté; & elle laiſſe une libre carrière à cette licence, pourvu qu'on ne s'ingère en aucune manière dans les affaires d'état.

C'eſt un dépotiſme, qui ne ſe ſent affermi, qu'autant qu'il commande à des ames ſans vertus. Pour diſtraire donc le peuple de la perte de la ſouveraineté, il lui permet d'être ſans mœurs; & le peuple uſe de cette permiſſion, comme d'un dédommagement. D'ailleurs cette licence attire les étrangers, qu'une trop grande circonſpection, devenue néceſſaire, ne manqueroit pas d'écarter. Qui tenteroit de vivre dans un gouvernement, où le ſouverain, toujours ſoupçonneux, ne permet jamais de l'envifager?

Quelques éloges qu'on donne à la république de Veniſe, c'eſt un monſtre en politique qu'un gouvernement qui a toujours des ſoup-

çons, & qui n'a jamais de mœurs. Sans ſoldats, il n'a que des troupes mercenaires. Nous dirions même qu'il eſt ſans citoyens : car peut-on nommer citoyens des hommes incapables de porter les armes, & que l'état n'oſeroit armer pour ſa défenſe ? Les nobles eux-mêmes ſe bornant aux fonctions civiles, craindroient de confier le commandement des armées à quelqu'un de leur corps. Mais en vain cette république prend toutes ces précautions : en vain elle force au plus profond ſilence, pour empêcher que ſes délibérations ne tranſpirent : qu'importeroit à une puiſſance qui domineroit en Italie, de

ſavoir ce qui ſe délibère dans les conſeils de Veniſe ?

Cette république, foible par ſa conſtitution, ſuccombera infailliblement, ſi un ennemi puiſſant connoît toute ſa foibleſſe. Elle pourroit renoncer à ſon ſyſtême de méfiance & de mauvaiſes mœurs, ſans craindre qu'un de ſes citoyens pût uſurper la ſouveraineté. Ce n'eſt pas là le malheur dont elle eſt menacée. En voulant prévenir toute révolution au-dedans, elle s'eſt rendue on ne peut pas plus foible au dehors.

Un tribunal, qu'on nomme collège, donne audience aux ambaſſadeurs, & traite des affaires étrangères : mais ſans prendre ſur lui

d'en terminer aucune, il prépare feulement les matières qui doivent être reglées dans le fénat. Le doge y préfide fans autorité : car il ne peut faire fans fes confeillers, ce que fes confeillers peuvent faire fans lui. Il en a fix, qui font en exercice pendant un an, de manière néanmoins qu'après avoir affifté au collège les huit premiers mois, ils préfident les quatre derniers à la Quarantie criminelle, dont les trois chefs, nommés vice-confeillers, ont pendant deux mois féance au collège. Le doge, fes confeillers & fes vice-confeillers, jugent toutes les affaires particulières, qui font du reffort du collège ; & ce tribunal eft ce

qu'on nomme la seigneurie.

D'autres magiſtrats, qui ne ſont en place que pendant ſix mois, entrent encore au collège : ce ſont les ſix ſages grands, les cinq ſages de terre ferme, & les cinq ſages des ordres.

Les ſages grands ſont proprement les maîtres du gouvernement. Chargés ſeuls des principales affaires de l'état, ils portent au ſénat le réſultat de leurs délibérations & déterminent les démarches de ce corps ; ils le convoquent extraordinairement, ſi les conjonctures l'exigent.

Pendant que le collège & d'autres tribunaux veillent à l'adminiſtration de la juſtice, le ſénat, autrement

autrement nommé Pregadi (*a*), exerce donc toute l'autorité souveraine. Il décide de la guerre & de la paix, il fait les alliances, il règle les impôts, il élit les magistrats du collège, il nomme les ambassadeurs, les capitaines de la république & tous les principaux officiers. Il est composé de cent vingt sénateurs : mais parce que beaucoup d'autres magistrats ont droit d'y assister, ses assemblées peuvent être de deux cents quatre-vingts personnes.

(*a*) On le nomme ainsi, parce que dans les commencemens il ne s'assembloit que dans des cas extraordinaires, & qu'on prioit les citoyens les plus éclairés de s'y trouver.

Si ce corps a l'exercice de la ſouveraineté, il n'a pas la ſouveraineté même : il n'eſt proprement que le magiſtrat du grand conſeil, qui eſt le vrai ſouverain.

Le grand conſeil eſt l'aſſemblée de tous les nobles, qui ont atteint l'âge de vingt-cinq ans. Il fait les loix nouvelles : il abroge ou modifie les anciennes : il diſpoſe de toutes les magiſtratures, ou confirme les magiſtrats élus par le ſénat : il révoque tous les ans, ou continue à ſon gré les ſénateurs : il punit ceux qui ont mal uſé de leur pouvoir, & il corrige tous les abus contraires à ſon autorité.

Le grand nombre de magiſtrats qui ſe partagent l'adminiſtration,

le peu de tems qu'ils ſont en place, la circonſpection avec laquelle ils s'obſervent les uns les autres, & la dépendance où ils ſont du grand conſeil, mettent dans l'impoſſibilité de former des entrepriſes contre le corps de la nobleſſe. La république, forcée par le ſyſtême qui lie & engrène toutes ſes parties, s'eſt fait une allure que rien ne peut changer. Il faut néceſſairement qu'elle ſuive toujours les mêmes principes, & que tous les membres, quels qu'ils ſoient, s'y conforment eux-mêmes.

Cette unité ou perpétuité de ſyſtême eſt un avantage que les républiques ont ſur les monarchies, où les vues changent continuelle-

ment, mais Venise doit cet avantage à un plan, qui en assurant sa tranquillité au-dedans, l'affoiblit nécessairement au-dehors, parce qu'il ralentit toutes ses opérations.

Les circonstances ont bien changé pour cette république ; cependant elle se gouverne d'après les mêmes loix qu'elle s'est faites dans ses tems de prospérité, & il lui est bien difficile de remédier aux abus qui en naissent. Assujettie au systême qu'elle s'est d'abord fait, elle obéit à une impulsion qu'elle ne peut ni suspendre ni diriger ; parce qu'elle ne peut pas faire les changemens que les circonstances demandent. Ce seroit au grand conseil à abroger les loix & à en faire

de nouvelles, puiſque tout le pouvoir législatif réſide en lui ; mais le ſénat s'applique à lui en ôter tout exercice. Ce corps eſt comme un miniſtre, qui, jaloux de l'autorité, ne permet pas au ſouverain de prendre connoiſſance des affaires. Il aime mieux gouverner d'après des abus, qui tendent à la ruine de l'état. Les nobles vénitiens, qui voient ces abus, ne s'en mettent pas en peine ; & chacun dit : *la république durera toujours plus que moi.* Voilà où ils en ſont aujourd'hui.

Le peu que nous venons de dire ſuffit pour faire connoître le génie de cette république. Il faudroit entrer dans bien d'autres détails

pour donner une idée complette de ſon gouvernement.

Machiavel penſe que l'ariſtocratie de Veniſe s'eſt établie naturellement & ſans diſſention : car, ſelon lui, lorſque ceux qui s'étoient réfugiés dans les iſles des lagunes, ſe trouvèrent en aſſez grand nombre, ils formèrent une république dans laquelle chacun eut la même part au gouvernement ; & les citoyens ne furent pas encore diſtingués en pluſieurs claſſes. Ceux qui vinrent enſuite, ne furent reçus que comme ſujets ; parce qu'on ne voulut pas partager l'autorité avec eux. Cependant trop heureux de vivre ſous la protection des loix, ils ne purent pas ſe plaindre, puiſqu'on ne leur ôtoit

tien ; & d'ailleurs ils étoient trop foibles, pour oser former des prétentions. Ils se trouvèrent donc naturellement dans la classe du peuple ; & ils relevèrent la dignité des premiers habitans, qu'on nomma gentilshommes.

C'est une conjecture ingénieuse, qu'il feroit difficile de concilier avec les faits connus. Cet écrivain fait une réflexion plus juste, lorsqu'il remarque que les gentilshommes vénitiens sont bien différens de ceux qu'on voyoit ailleurs. En effet, ce ne sont pas des hommes armés, des seigneurs de châteaux : ce sont des magistrats, qui ont & qui exercent la souveraineté.

Mais cette différence ne fut pas leur ouvrage : les circonſtances firent tout. Retirés ſur des écueils juſqu'alors inhabités, ils étoient ſans richeſſes, & leurs iſles ne pouvoient pas fournir à leur ſubſiſtance. Il ne s'agiſſoit donc pas de bâtir des forts pour commander à des ſerfs. Comme ils ne pouvoient ſubſiſter que par le commerce, il leur falloit des loix & des vaiſſeaux, & c'eſt à quoi ils ſongèrent.

Des commerçans, ennoblis par les magiſtratures, ſont moins remuans que des ſeigneurs de châteaux : c'eſt pourquoi Veniſe a été ſujette à moins de diſſentions. D'ailleurs il faut convenir que ſa no-

blesse est fondée sur de meilleurs titres, que celle qui prend son origine dans le gouvernement des fiefs : elle nous rappelle la noblesse des républiques anciennes.

Les génois s'érigèrent en république vers la fin du neuvième siècle, pendant les troubles qui suivirent la mort de Charles-le-Gros. Mais parce que leur gouvernement, toujours sans principes, n'a jamais cessé de varier, il faudroit en faire l'histoire, pour faire connoître les différentes formes qu'il a prises. Cependant il en résulteroit peu d'instruction : car nous ne verrions que des désordres, comme nous n'en avons déja que trop vu. Il suffit de savoir que Gê-

nes eſt une ariſtocratie ſans ſyſtême, & de chercher quelle en eſt la cauſe.

Les vénitiens, établis dans leurs lagunes, long-tems avant la naiſſance du gouvernement féodal, n'eurent point parmi eux de ces nobles toujours armés pour ſubjuguer & tyranniſer le peuple. Ils n'avoient voulu qu'échapper aux goths ; ils furent plus heureux qu'ils n'avoient prévu ; la mer les garantit contre l'invaſion des gentilshommes. Bornés à leurs iſles & à leur commerce, ils eurent encore le bonheur de ſe tenir ſéparés de l'Italie juſqu'au quatorzième ſiècle, & d'être par conſéquent loin des factions, dont l'eſprit eût été

contagieux pour eux comme pour les autres.

On voit donc pourquoi Gênes n'a pas pu donner une forme fixe à son gouvernement : c'est qu'étant en terre ferme, il falloit qu'elle subît le sort de toutes les villes d'Italie. Elle devoit avoir des gentilshommes, des Guelfes, des Gibelins & des factions de toute espèce. Condamnée, par conséquent, à être toujours agitée, elle étoit dans l'impuissance de se fixer à quelques principes : les meilleurs réglemens ne pouvoient s'établir, ou ne pouvoient subsister : il y avoit toujours des partis assez puissans pour s'opposer au bien général.

Gênes a cependant eu des tems

floriſſans. Elle a du moins de grands ſuccès au-dehors ; & même elle a été la rivale de Veniſe. Il nous reſte à conſidérer quelle a été la puiſſance de ces deux républiques : nous la chercherons plus dans les cauſes, que dans le détail des événemens.

Toutes deux ſituées avantageuſement pour le commerce, elles n'avoient de rivales que quelques villes d'Italie : car le reſte de l'Europe n'offroit qu'une nobleſſe militaire & des peuples miſérables. Elles s'enrichirent, & dans le dixième ſiècle, elles étoient déjà l'une & l'autre fort puiſſantes ſur mer.

Les ſarraſins ayant pillé & brûlé Gênes, pendant que les génois étoient

étoient en mer, non-seulement ils furent défaits, mais ils perdirent encore leur butin & tous leurs vaisseaux; & au commencement du siècle suivant, les génois, joints aux pisans, leur enlevèrent la Sardaigne : il est vrai que cette isle fut le sujet d'une longue guerre entre ces deux républiques.

Les vénitiens n'étoient pas moins redoutables aux sarrazins. Ils leur firent lever le siége de Bari & de Capoue, & ils remportèrent sur eux une victoire complette. Ils avoient des traités d'alliance avec l'empereur de Constantinople, avec les souverains d'Egypte & de Syrie, & avec les princes d'Italie qui pouvoient favoriser leur commerce.

Leur puiſſance étoit telle que les peuples de Dalmatie & d'Iſtrie ſe donnèrent à eux, pour ſe délivrer des corſaires de Narenza, qui les attaquoient par terre & par mer.

Les croiſades, ſi ruineuſes pour l'Europe, devoient être une ſource de richeſſes pour deux peuples, qui pouvoient armer de grandes flottes. Ils n'alloient pas en Paleſtine à travers des nations ennemies : un chemin plus ſûr leur étoit ouvert, & tous les autres croiſés paroiſſoient des victimes qui s'immoloient pour leur préparer des ſuccès. Quand les génois & les vénitiens n'auroient pas été entraînés par le fanatiſme général, il auroit été de leur politique d'approuver une guer-

re, où ils hasardoient moins que les autres, & d'où ils retiroient beaucoup plus. Ils eurent part aux conquêtes, ils rapportèrent un butin immense; & lorsque les croisés renoncèrent à prendre la route de Constantinople, ils leur fournirent des vaisseaux de transports & la guerre sainte devint doublement lucrative pour eux.

A la fin du douzième siècle, les vénitiens persuadèrent aux croisés de joindre leurs forces à celles de la république; & ils reprirent, avec ce secours, des places, que le roi de Hongrie leur avoit enlevées dans l'Istrie. Ils partagèrent ensuite Constantinople avec eux: ils se rendirent maîtres de la plus grande

partie de la Grèce, & bientôt après, ils ajoutèrent l'isle de Candie à toutes ces conquêtes.

Les génois avoient des succès moins brillans, mais ils pouvoient seuls disputer l'empire de la mer aux vénitiens. Ces deux peuples devinrent donc ennemis : ils se firent la guerre en Palestine, ils se la firent sur mer, & ils s'épuisèrent mutuellement pendant plus de deux siècles.

Mais quel que fût au dehors le sort des armes des génois, ils avoient dans leurs dissentions un vice plus destructif que la guerre. Au commencement du quatorzième siècle, ils n'eurent d'autre ressource que de se donner à Robert,

roi de Naples. Ils recouvrèrent leur liberté, mais ils n'en furent pas jouir; & après bien des troubles, ils se donnèrent à Charles VI, roi de France. Las d'une domination étrangère, ils égorgèrent tous les françois, pour tomber sous la puissance du marquis de Montferrat. A peine eurent-ils chassé ce nouveau maître, qu'ils en trouvèrent un autre dans Philippe, duc de Milan; & ils furent enfin réduits à conjurer Charles VII de vouloir être leur souverain. En un mot, ils ne furent plus ni obéir ni être libres.

Pendant que Gênes passoit d'une domination sous une autre, Venise, à qui cette rivale devenoit moins

redoutable, faiſoit des conquêtes en Italie : & elle y acquit des états conſidérables dans le cours du quatorzième ſiècle & au commencement du quinzième. Mais ſi la puiſſance d'une république doit être dans ſa conſtitution, on reconnoîtra que Veniſe n'a dû ſes ſuccès qu'à la foibleſſe de ſes ennemis.

On voit qu'elle devoit réuſſir en Lombardie : car ſa marche ſyſtématique, & toujours ſoutenue, lui donnoit de grands avantages ſur les vues changeantes de ces petits princes qui ne formoient que des projets momentanés. En profitant de leurs fautes & de leurs diviſions, elle pouvoit vaincre par la ruſe & par l'argent, autant que

par les armes : & c'eſt auſſi ce qu'elle a fait.

Ses ſuccès ſur mer ne nous doivent pas étonner davantage. Le peuple le plus riche ſera toujours le maître de cet élément, lorſqu'aucun peuple guerrier ne lui en conteſtera l'empire. C'étoit le tems où la guerre ſe faiſoit avec de l'argent, & où, par conſéquent des commerçans aidés par une ſituation favorable, étoient deſtinés à faire des conquêtes.

Cependant Veniſe eût été plus ſage, ſi s'occupant uniquement de ſon commerce, elle eût préféré des alliés à des ſujets. En voulant maintenir les peuples conquis ſous ſa domination, elle épuiſoit des tré-

ſors, qu'elle eût pu employer à ſe faire des amis, & à faire fleurir de plus en plus ſon commerce. Candie faiſoit ſur-tout, des efforts continuels pour recouvrer ſa liberté, l'Iſtrie & la Dalmatie n'étoient pas plus ſoumiſes : la Grèce & l'Italie n'étoient jamais tranquilles ; & les mouvemens de ces peuples entraînoient continuellement dans de nouvelles guerres avec les princes voiſins. Il falloit donc être toujours armé, & avoir toujours des troupes ſur pied, mettre toujours de nouvelles flottes en mer ; en un mot, ruiner ſon commerce, & ſe voir toujours au moment de perdre ſes conquêtes.

Les avantages de cette républi-

que venoient des désordres où se trouvoient toutes les nations. Mais si ces désordres finissoient, si du moins ils diminuoient assez pour permettre aux principaux peuples de prendre un état plus assuré ; les vénitiens réduits à leurs lagunes, se trouveroient trop heureux de s'y défendre. Leur salut n'étoit donc que dans la foiblesse de leurs voisins. Plus on réfléchira sur le gouvernement de cette république, plus on sera convaincu que ses richesses ne lui fourniront pas assez de soldats pour défendre toujours son trop grand empire.

CHAPITRE V.

Des révolutions de Florence.

IL eſt des princes, dont le règne n'eſt preſque qu'une ſuite de fautes, & auxquels cependant on s'intéreſſe : il en eſt d'autres, qui n'ont pas fait les mêmes fautes, & dont la vie néanmoins ennuie autant le lecteur, qu'ils ont eux-mêmes ennuyé leur cour. C'eſt qu'il y a bien de la différence entre les fautes des grandes ames & les fautes des ames lâches.

Ce que nous diſons des princes, il faut l'appliquer aux nations. Les florentins ne ſavoient pas mieux ſe gouverner que les autres peuples

d'Italie : mais ils intéressent, parce qu'ils ont de l'ame, & leur histoire mérite une attention particulière.

Lorsque vers la fin du onzième siècle, les entreprises de Grégoire VII divisèrent l'Italie en deux partis, les florentins, qui jusqu'alors avoient toujours été soumis à la puissance dominante, furent encore assez heureux pour ne point prendre part aux querelles du sacerdoce & de l'empire. Unis, ils paroissoient n'avoir d'autre ambition que de conserver la tranquillité au milieu des troubles qui se formoient tout autour d'eux. Ils jouirent de ce repos jusqu'en 1215, continuant de se soumettre au vainqueur & se défendant contre l'es-

prit de faction. Mais les dissentions ayant alors commencé parmi eux, elles y furent plus vives & plus funestes que par-tout ailleurs.

Buondelmonti étant sur le point de se marier avec une demoiselle de la maison des Amidei, rompit tout-à-coup ses engagemens pour en épouser une plus belle de la maison des Donati. Il lui en coûta la vie, les Amidei, les Uberti & d'autres, tous alliés ou parens, ayant voulu laver dans son sang l'affront fait à leur famille.

Cet assassinat divisa toute la ville : les citoyens les plus considérables se déclarèrent les uns pour les Buondelmonti, les autres pour les Uberti. On arma, & la guerre dura

plusieurs années, s'interrompant quelquefois, & recommençant à la plus légère occasion.

Fréderic II favorisa les Uberti, dans l'idée d'affermir & d'augmenter sa puissance en Toscane : il eût été plus sage de reconcilier les deux partis & de les gagner tous deux. Il accrut des désordres, qu'il pouvoit réprimer. Les Buondelmonti furent chassés de la ville, & la haine fut plus envenimée que jamais.

Les Uberti, comme partisans de l'empereur, prirent le nom de Gibelins : on donna celui des Guelfes aux Buondelmonti ; & c'est, selon quelques-uns, l'époque où l'Italie connut pour la première fois ces

noms de factions : Machiavel néanmoins dit qu'ils y étoient plus anciens.

Les Guelfes se défendoient dans des châteaux, qu'ils avoient au haut du val d'Arno, lorsque Frederic mourut. Cette conjoncture, favorable à la liberté, flatta les florentins de l'espérance de se rendre indépendans. Les plus sages jugèrent qu'il falloit d'abord ôter toute semence de division, engager les Gibelins à se réconcilier avec les Guelfes, & les recevoir dans la ville. Leur négociation eut tout le succès qu'ils avoient desiré.

L'union étant rétablie, douze citoyens qu'on nomma anciens, & qui devoient changer tous les ans,

furent élus pour gouverner la république. On confia le jugement de toutes les affaires civiles & criminelles à deux juges étrangers, dont l'un se nomma le capitaine du peuple, & l'autre podestat. On les voulut étrangers, afin de prévenir des inimitiés, que des juges florentins auroient pu s'attirer à eux & à leur famille. Enfin tous les jeunes gens en état de porter les armes, ayant été enrôlés, ils eurent ordre de marcher toutes les fois qu'ils seroient commandés par le capitaine ou par les anciens ; & on en forma vingt compagnies dans la ville & soixante-seize dans la campagne.

Les florentins avoient une cou-

tume bien ſingulière pour le treizième ſiècle. Ils ne commençoient jamais d'hoſtilité, qu'ils n'euſſent fait ſonner pendant un mois une cloche qu'ils nommoient *martinella*; aſſez généreux pour ne vouloir pas uſer de ſurpriſe même avec leurs ennemis. Voilà donc un coin de l'Europe, où il ſe trouve encore de l'honnêteté.

Dans les commencemens de leur indépendance, les florentins ne connurent que le plaiſir d'être libres, & leur union leur procura des ſuccès étonnans. Piſtoie, Arezzo & Sienne furent forcées d'entrer dans leur alliance. Ils ſe rendirent maîtres de Volterra; & ils démolirent pluſieurs châteaux, dont ils

transportèrent les habitans dans leurs villes. En un mot, Florence devint en dix ans la capitale de la Toscane, & une des premières villes d'Italie.

La dixième année fut le terme de leur union. Malheureusement ils étoient comme les princes, qui étant placés entre deux factions, les favorisent tour-à-tour & les entretiennent pour leur ruine. Le peuple, mécontent de la hauteur avec laquelle les Gibelins l'avoient gouverné pendant le règne de Fréderic II, se jetta tout-à-fait dans le parti des Guelfes. Il vouloit par-là se venger ; & il s'imaginoit encore de défendre mieux sa liberté, lorsque le saint siège le protége-

roit contre l'empire. Ce fut une grande faute. Il n'avoit pas besoin de la protection des papes, puisque les empereurs n'étoient plus à redouter, & lorsqu'il se rappelloit les effets récens des dernières dissentions, il devoit étouffer tout sentiment de vengeance, & ne songer qu'à contenir les Gibelins : s'il ne les eût pas déprimés, pour élever uniquement les Guelfes, aucun des deux partis n'auroit pu nuire, & peut-être qu'avec le tems l'un & l'autre auroient oublié la haine qui les divisoit.

Il ne faut pas attendre tant de sagesse du peuple : il est plus fait pour attiser les dissentions que pour les éteindre. L'incendie que

les papes rallumoient continuellement, ne trouvoit nulle part plus d'aliment qu'à Florence; & cette république devoit être insensiblement consumée par les flammes qui s'élevoient autour d'elle. Les factions qu'elle nourrissoit dans son sein, auroient peut-être été réprimées, si elles n'avoient pu se soutenir que par leurs propres forces: mais malheureusement elles se mêloient à toutes celles qui divisoient l'Italie, elles en prenoient l'esprit, & elles se renouvelloient toujours avec plus de violence.

Il n'y avoit pas bien long-tems que Benoît XII avoit donné libéralement aux seigneurs de Lombardie les terres qu'ils avoient

usurpées sur l'empire, déclarant par une bulle qu'ils les possédoient désormais à juste titre; & Fréderic II, qui n'étoit pas moins libéral, avoit donné tout aussi-tôt aux seigneurs de l'état ecclésiastique, toutes les terres qu'ils avoient enlevées au saint siège. Tant de générosité de la part du pontife & de l'empereur ne servit qu'à fortifier les deux factions & à les animer encore plus l'une contre l'autre.

Mais ce furent les troubles de Naples, qui furent d'abord funestes aux florentins. Mainfroi, fils de Fréderic, s'étant rendu maître de ce royaume malgré toutes les oppositions des papes, les Gibelins de Florence se flattèrent d'en obte-

nir des secours contre les Guelfes. Cependant le secret de leur conspiration fut éventé : le peuple les chassa, & ils se retirèrent à Sienne.

Farinata, de la maison des Uberti, continua de négocier auprès du roi de Naples ; & avec les troupes qu'il en obtint, il défit les Guelfes, qui furent à leur tour forcés de se retirer à Lucques. Jourdan, qui commandoit les napolitains, se rendit maître de Florence, &, la soumit à Mainfroi ; changeant tout le gouvernement, & n'y laissant aucune trace de liberté. Cette conduite, peu prudente, augmenta la haine du peuple contre les Gibelins ; & ceux-ci devinrent eux-mêmes ennemis de

Jourdan & du roi de Naples.

Jourdan s'étant retiré, le comte Gui Novello, à qui il remit le commandement, ſouleva encore plus les eſprits par le deſſein qu'il forma de détruire Florence, pour achever la ruine du parti des Guelfes. Mais Farinata s'oppoſa avec tant de fermeté à ce projet barbare, qu'il fallut l'abandonner.

Cependant les Guelfes de Florence, obligés de ſortir de Lucques que Novello menaçoit, allèrent à Bologne; d'où ils furent appelés à Parme par d'autres Guelfes, qui étoient en guerre avec d'autres Gibelins du Parmeſan, & on leur en donna toutes les terres. C'eſt ainſi que de toutes parts ces dif-

férens partis ſe dépouilloient tour-à-tour.

Sur ces entrefaites, Charles d'Anjou ayant été appelé à la couronne de Naples, les Guelfes, qui venoient de vaincre à Parme, offrirent leurs ſervices à ce prince, & ſe firent un appui contre les Gibelins de Florence. Novello & les Gibelins connurent le danger où ils étoient, lorſqu'ils apprirent la défaite de Mainfroi. Voulant donc regagner l'affection des Florentins, ils oſèrent leur rendre l'autorité qu'ils leur avoient enlevée ; & ils chargèrent de la réforme de l'état trente-ſix citoyens, choiſis dans le peuple, & deux gentilshommes bolonois. Ces réformateurs diviſè-

rent la ville en corps de métiers : ils nommèrent un magiſtrat pour chaque corps, & donnèrent encore à chacun un drapeau, ſous lequel devoient ſe ranger au beſoin tous ceux qui étoient en âge de porter les armes. Ces corps de métiers furent d'abord au nombre de douze, ſept grands & cinq petits : ces derniers ſe multiplièrent enſuite juſqu'au nombre de quatorze, ce qui fit vingt-un en tout.

Les florentins ſe ſouvenant qu'on leur avoit ôté la liberté, & voyant qu'on ne la leur rendoit que parce qu'on y étoit contraint, reçurent ce bienfait avec peu de reconnoiſſance, & ſongèrent à s'affermir contre des maîtres, qui n'avoient

cédé

cédé que par néceſſité. Les oppoſitions que Novello trouva bientôt, lorſqu'il voulut faire paſſer une nouvelle impoſition, lui ouvrirent les yeux. Il voulut réparer ſon imprudence, en reprenant une ſeconde fois l'autorité ; mais il en commettoit une nouvelle, puiſqu'il avoit armé le peuple, & il fut chaſſé. Florence étant redevenue libre, on rappela les Guelfes & les Gibelins, & on conſentit de part & d'autre à oublier toutes les injures qu'on s'étoit faites.

Mais les partis n'oublient pas, ou du moins la jalouſie du commandement rappelle bientôt les injures paſſées, & en fait commettre de nouvelles. On l'éprouva

lors de l'arrivée de Conradin en Italie : les Gibelins, aſſurés de la protection de ce prince, ſe flattèrent de recouvrer bientôt l'autorité, & ils ſe conduiſirent même avec une confiance qui laiſſa tranſpirer leur deſſein. Cependant ils furent eux-mêmes obligés de ſe retirer preſque auſſi-tôt, parce que les Guelfes reçurent des ſecours, que Charles d'Anjou leur envoya. Après la retraite des Gibelins, le gouvernement prit encore une nouvelle forme.

Ainſi qu'à Rome, on diſtinguoit dans toutes les républiques d'Italie, trois ordres de citoyens ; *i nobili, i cittadini, e i popolani.* Mais parce que dans les monarchies tous les

états tendent à se confondre sous le souverain qui les éclipse, nous n'avons pas de termes qui répondent exactement à ceux de *cittadini*, & de *popolani*. Il paroît d'abord assez singulier que les gouvernemens où les hommes se piquent le plus d'être égaux, soient aussi ceux où les classes sont plus distinguées. Cependant cette différence n'a rien d'odieux, parce qu'elle est nécessaire; elle a même l'avantage d'entretenir l'émulation, que la confusion de tous les ordres tend à détruire; & l'égalité se maintient encore suffisamment, pourvu que chaque particulier ait droit à la souveraineté.

La république de Florence étoit

donc composée de gentilshommes ou nobles, de citadins & de ceux du peuple. C'est ainsi que nous nous exprimerons, & quand nous dirons simplement *le peuple*, nous comprendrons trois ordres, ou seulement les deux derniers.

On créa douze chefs, qui devoient être en magistrature deux mois, & qu'on nomma *bons hommes*. On forma ensuite un conseil de quatre-vingts citadins, un autre de cent quatre-vingts de ceux du peuple, trente par quartier; & ces deux conseils réunis avec les douze bons hommes, composèrent le conseil général. C'est dans ces conseils qu'on délibéroit, & qu'on arrêtoit ce qu'il convenoit de faire.

Mais la puissance exécutrice étoit confiée à un autre conseil, qui étoit composé de cent vingt personnes, prises dans les trois ordres, & qui nommoit à toutes les charges de la république. Machiavel ne dit point ni de quel ordre étoient tirés les douze bons hommes, ni si le peuple entier faisoit lui-même l'élection de tous les magistrats; ni le terme après lequel on les renouvelloit; & il n'explique pas assez comment tous ces conseils se combinoient & se balançoient. Tout cela néanmoins demanderoit des éclaircissemens.

Après tous ces réglemens, on fit trois parties des biens des Gibelins. La première fut confisquée

au profit du public : la feconde fut affignée aux magiftrats du parti, appelés *les capitaines* : & la troifième fut donnée aux Guelfes, qui eurent d'ailleurs grande part aux magiftratures & aux charges.

Quels qu'aient été les vices du nouveau gouvernement des florentins, il eft au moins certain que les parties n'en avoient pas été affez bien liées, pour fe foutenir mutuellement contre les efforts des citoyens puiffans. Car les Guelfes, dont le pouvoir s'étoit accru par l'expulfion des Gibelins, fe portèrent impunément à toute forte de violences : & les magiftrats furent trop foibles pour faire refpecter les loix.

Il falloit chercher les défauts du gouvernement & y remédier : mais les *bons hommes* s'imaginèrent que le rappel des Gibelins feroit le meilleur moyen de contenir les Guelfes, On corrigea donc un mal pour un autre, & les Gibelins furent rappelés. Au lieu de douze chefs on en fit quatorze, fept de chaque parti : & on arrêta qu'ils gouverneroient pendant un an, & qu'ils feroient à la nomination du pape. Ce dernier article n'étoit pas favorable à la liberté ; c'eft que ce changement avoit été fait par l'entremife d'un légat que le pape avoit fait vicaire de l'empire en Tofcane. Cette forme de gouvernement ne dura que deux ans.

Les papes qui augmentoient la puissance d'un prince, quand ils en craignoient un plus puissant, & qui abaissoient ensuite celui qu'ils avoient élevé, quand ils commençoient à le craindre; les papes, disons-nous, avoient déjà donné & ôté ce vicariat de Toscane à Charles d'Anjou, roi de Naples. Un pape françois, Martin IV, le lui rendit. Tous ces changemens ne faisoient que donner de nouvelles forces aux factions, qui s'étoient affoiblies; & les désordres qui en naissoient, faisoient une nécessité de changer encore le gouvernement.

C'est pourquoi en 1282, les corps de métiers, pour ôter l'autorité aux Gibelins & à toute la noblesse,

créèrent à la place des douze gouverneurs, trois prieurs, qui devoient être en charge deux mois, & qui ne pouvoient être pris que parmi les marchands & les artifans. Le nombre dans la fuite en fut porté à fix, neuf & même douze fuivant les circonftances. On leur donna un palais, des gardes, des officiers, & enfin le titre de feigneurs. La divifion qui étoit entre les nobles, favorifa cet établiffement : car pendant qu'ils ne fongeoient qu'à s'enlever la puiffance les uns aux autres, les citadins & ceux du peuple s'en faifirent ; de forte que tous les gentilshommes fe trouvèrent exclus des magiftratures.

La tranquillité qui dura quelque tems, éteignit enfin les factions guelfes & gibelines, dont les guerres & les bannissemens avoient déjà bien avancé la ruine : mais d'autres désordres naquirent de la jalousie, qui s'alluma de plus en plus entre la noblesse & le peuple. Bientôt les gentilshommes ne cessèrent de faire des insultes aux autres citoyens ; & cependant la seigneurie souvent ne pouvoit pas les juger, parce que personne n'osoit se porter pour témoin contr'eux ; ou si elle les jugeoit, elle n'étoit pas assez puissante pour faire exécuter ses jugemens. Ainsi les loix étoient sans force.

Pour prêter main forte à la sei-

gneurie, on élut un gonfalonier, choisi dans le peuple ; & on lui donna vingt compagnies, qui composoient mille hommes. Ce frein se trouvant encore trop foible, Jean-Dalla-Bella quoique d'une des plus illustres maisons, enhardit les corps de métiers à une plus grande réforme. On régla donc que le gonfalonnier demeureroit avec les seigneurs ; on mit quatre mille hommes sous ses ordres : on exclut tout-à-fait de la seigneurie les nobles, qui jusqu'alors avoient continué d'y entrer, lorsqu'ils étoient commerçans : on porta une loi, par laquelle celui qui favorisoit un crime, subiroit la même peine que le coupable ; & afin que

la difficulté de trouver des témoins contre les nobles ne donnât pas lieu à l'impunité, on arrêta que les magiſtrats jugeroient ſur le ſeul bruit public. Ce dernier réglement qui autoriſoit à paſſer par-deſſus toutes les formes de juſtice, prouve combien le gouvernement étoit vicieux. De pareils moyens, odieux même dans une monarchie, ne ſont pas faits pour aſſurer la paix dans une république.

Auſſi, bientôt la ville fut en troubles. Jean-Della-Bella, dont la nobleſſe vouloit tirer vengeance, fut accuſé d'être l'auteur d'une ſédition ; & le peuple vint en armes lui offrir de prendre ſa défenſe : mais il aima mieux s'exiler, que

que d'accepter de pareilles offres ; soit qu'il comptât peu sur la populace, soit qu'il ne voulût pas être la cause des maux qui menaçoient sa patrie.

Les nobles, après cet avantage, se flattant d'en remporter d'autres, demandèrent à la seigneurie la suppression des loix faites contr'eux. Le peuple prit aussitôt les armes pour s'y opposer ; & l'on étoit sur le point d'en venir aux mains, lorsque les plus sages des deux partis, ayant offert leur médiation, obtinrent qu'un gentilhomme accusé d'un crime, ne pourroit être jugé que sur la déposition des témoins. A cette condition, la paix fut faite. Le peuple cependant fit une réfor-

me dans la ſeigneurie, parce qu'il avoit trouvé ceux qui la compoſoient trop favorables à la nobleſſe.

C'étoit la fin du treizième ſiècle, & malgré les déſordres preſque continuels, Florence avoit été conſidérablement aggrandie : elle étoit embellie d'édifices, elle renfermoit trente mille hommes en âge de porter les armes, on en comptoit ſoixante-dix mille dans la campagne, & toute la Toſcane lui obéiſſoit ou comme ſujette, ou comme alliée. Que n'auroient pas fait les florentins, s'ils avoient ſu ſe gouverner, ou s'ils l'avoient pu ?

Florence n'avoit à redouter ni

l'empereur, ni aucune autre puiſſance étrangère : elle étoit condamnée à ſe ruiner par ſes propres diſſentions. A peine les nobles paroiſſoient-ils conciliés avec le peuple, que les vieilles haines, qui les diviſoient eux-mêmes, ſe renouvelloient avec fureur. C'eſt ce qui fut l'origine de deux factions qu'on nomma la blanche & la noire. La première fut ſoutenue par les Cerchi, & la ſeconde par les Donati, deux maiſons des plus puiſſantes. Ces deux factions avoient commencé à Piſtoie, où elles avoient déjà diviſé toute la ville : elles diviſèrent encore Florence & toute la campagne : & le peuple prit parti comme la nobleſſe.

Cependant les noirs, qui étoient les plus foibles, ayant demandé des fecours au pape, cette démarche fut regardée comme une conjuration contre la liberté ; & les feigneurs ayant fait prendre les armes au peuple, ils bannirent Corfo Donati avec quelques-uns de fon parti. Pour montrer qu'ils gardoient une entière neutralité, ils condamnèrent auffi à la même peine plufieurs de la faction des blancs, mais bientôt après ils leur permirent de revenir.

Charles de Valois, frere de Philippe-le-Bel, fe trouvant alors à Rome, pour l'entreprife qu'il méditoit fur la Sicile, Corfo Donati, qui le crut propre à fes vues, en-

gagea le pape à l'envoyer à Florence. Ce prince fut à peine arrivé, que les blancs cherchèrent à se ménager sa faveur. Invité par eux à se saisir de l'autorité, il arma ses partisans : le peuple prit les armes, pour défendre sa liberté qu'on menaçoit : Donati & les autre bannis, assurés de l'appui de Charles, rentrèrent dans la ville ; & les blancs, qui s'étoient rendus odieux au peuple, furent obligés d'en sortir.

Charles ayant si mal réussi, le pape envoya un légat, qui rapprocha un peu les deux partis ; il parut même les réconcilier par des mariages ; mais parce que les noirs,

qui s'étoient saisis du gouvernement, ne voulurent pas permettre que les blancs y eussent aucune part, les désordres continuèrent & s'accrurent bientôt. A la jalousie qui divisoit les blancs & les noirs, se joignirent les haines qui se réveillèrent entre la noblesse & le peuple : les factions guelfes & gibelines reparurent encore : & il n'y avoit presque pas de jour, qu'on ne se battît dans quelque quartier. Si cette guerre intestine finissoit quelquefois par lassitude, elle recommençoit bientôt. Cet état de troubles dura plusieurs années, & ne finit qu'à la mort de Corso Donati, arrivée en 1308. C'est lui, sur-tout, qui entretenoit les désor-

dres : ſon ambition ayant été d'autant plus funeſte à ſa patrie, qu'il étoit capable de lui rendre de grands ſervices & qu'il lui en avoit rendu. Mais ſes projets lui coûtèrent la vie.

La tranquillité étoit revenue, & le peuple avoit même repris une partie de l'autorité ; lorſque l'empereur Henri VII, ſollicité par les Gibelins exilés, paſſoit les Alpes, & leur promettoit de les rétablir. Les florentins, ayant dans cette conjonĉture demandé des ſecours à Robert, roi de Naples, n'en obtinrent qu'en lui donnant leur ville pour cinq ans. Henri mourut au milieu de ſes projets, en 1313.

Cependant les ſecours conti-

nuoient d'être néceſſaires, parce que Florence avoit un ennemi redoutable dans Uguccione della Fagivola, que les Gibelins avoient rendu maître de Lucques & de Piſe. Mais parce qu'il falloit que tout fût dans cette ville un ſujet de diviſion, il s'y forma des royaiſtes & des antiroyaliſtes, & ceux-ci choiſirent pour chef un nommé Lando d'Agobio, brigand, auquel ſon parti ne donna que trop d'autorité.

Florence néanmoins redevint libre, & vers le même tems Uguccione perdit Lucques & Piſe; cependant Caſtruccio Caſtracani, qui lui enleva ces deux places, donna tant d'inquiétude aux florentins,

qu'ils fuſpendirent leurs guerres civiles. C'étoit un jeune homme, qui joignoit les talens à l'audace, & qui paroiſſoit menacer toute la Toſcane.

Pour ſe défendre contre cet ennemi, les florentins furent encore obligés de ſe donner, & ils choiſirent pour maître Charles, duc de Calabre, fils du roi Robert. Ils recouvrèrent la paix & la liberté en 1328, que Charles & Caſtruccio moururent. Ils furent aſſez tranquilles au-dedans juſqu'en 1340, & pendant cet intervalle ils s'occupèrent de l'embelliſſement de leur ville. Mais enſuite les diſſentions recommencèrent entre la nobleſſe & le peuple. Elles furent ſuivies

d'une guerre ſanglante au ſujet de Lucques, dont les piſans reſtèrent les maîtres. Les ſecours qu'on avoit encore demandés au roi de Naples, vinrent trop tard. Gaultier, duc d'Athènes, françois de nation, les amena, ſe ſaiſit de toute l'autorité, l'exerça avec tyrannie, ſouleva le peuple, & fut trop heureux de pouvoir échapper par la retraite.

C'étoit l'année 1343 : il s'agiſſoit de donner une forme au gouvernement, qui avoit changé bien des fois, & de ſavoir quelle conduite l'on tiendroit avec les villes, qui avoient profité des troubles de Florence pour ſe ſouſtraire à ſa domination. Il eſt bien difficile qu'une république renonce à ſa

ſouveraineté : mais dans l'épuiſement où étoient les florentins, il leur étoit encore plus difficile d'employer la force. Ils eurent la ſageſſe de ſentir qu'il vaut mieux ſe faire des amis, que de conſerver des ſujets toujours prêts à ſe révolter; & déclarant à ces villes qu'ils renonçoient à toute ſouveraineté ſur elles, ils demandèrent ſeulement d'en devenir les alliés. Ils prouvèrent par-là qu'ils méritoient mieux de commander aux autres, que de ſe gouverner eux-mêmes. Une choſe encore bien étonnante, c'eſt que toutes les villes préférèrent de ſe remettre ſous la domination des florentins ; ce qui fait voir qu'il valoit mieux être ſujet que citoyen

de Florence. Ce trait unique dans l'hiſtoire fait l'éloge & la critique de ce peuple.

Si les nobles & le peuple avoient pu devenir alliés, la république eût été tranquille au-dedans & floriſſante au-dehors : mais c'étoit-là l'écueil des florentins. Après bien des conteſtations, on convint que ſur trois ſeigneurs, il y en auroit toujours un qui ſeroit pris dans la nobleſſe, & que toutes les autres magiſtratures ſeroient également partagées entr'elle & le peuple.

Cet accord ayant été fait, on diviſa la ville en quatre parties ; on élut trois ſeigneurs pour chacune ; & on créa encore huit conſeillers. Dans ce partage, on ſui-

vit exactement ce qui avoit été arrêté. Mais les nobles, toujours ambitieux de commander ſeuls, ſoulevèrent bientôt le peuple, & perdirent ce qu'on leur avoit accordé.

Alors il ne reſtoit que quatre conſeillers & huit ſeigneurs. On porta le nombre des premiers juſqu'à douze ; & les ſeigneurs dont on n'augmenta pas le nombre, travaillèrent à bien affermir le gouvernement populaire. Dans cette vue, ils créerent un gonfalonier de la juſtice, ſeize gonfalonniers des compagnies, & ils réformèrent les conſeils de telle ſorte, que toute l'autorité fut entre les mains du peuple.

Les nobles, exclus des magiſtratures, réſolurent de recouvrer l'autorité par la force. Ils firent des proviſions d'armes, ils ſe fortifièrent dans leurs maiſons ; & ils envoyèrent demander des ſecours juſqu'en Lombardie. Leur confiance ou leur animoſité étoit ſi grande, qu'ils ne ſongeoient ſeulement pas à cacher leur deſſein.

La ſeigneurie prit donc auſſi ſes meſures. Elle reçut des ſecours de Pérouſe & de Sienne ; & tout le peuple en armes ſe raſſembla ſous le gonfalonier de la juſtice, & ſous ceux des compagnies, Les nobles qui auroient pu vaincre, s'ils avoient ſu ſe réunir & tomber tous enſemble ſur le peuple, ſe

fortifièrent dans différens quartiers, & ſe tinrent ſur la défenſive. Ils vouloient ſe rendre maîtres du gouvernement, & ils parurent ne ſonger qu'à n'être pas vaincus : ils le furent les uns après les autres. Le peuple dans ſa fureur ne connut plus de frein ; il pilla, brûla, abattit les maiſons des nobles, leurs palais, leurs tours, & parut dans ſa patrie comme un vainqueur barbare, qui veut enſevelir juſqu'au nom de ſon ennemi.

Après cette triſte victoire, le gouvernement fut encore changé. On diſtingua le peuple en puiſſans, en médiocres & en petit peuple. On arrêta qu'on prendroit toujours deux ſeigneurs dans la première

CHAPITRE VI.

Considérations sur les causes des dissentions de Florence.

SI, à Rome & à Florence, les dissentions ont produit des effets bien contraires, il en faut chercher la cause dans la différence des mœurs.

Lorsque les romains commencèrent, on pensoit que les hommes sont nés pour être égaux, c'est-à-dire, pour jouir également des droits de citoyen, chacun dans sa patrie; ce préjugé, si c'en est un, étoit généralement répandu, non-seulement en Italie, mais encore dans toute l'Europe. On ne voyoit

alors que des cités gouvernées par des magiſtrats ; ou ſi quelque part un citoyen uſurpoit l'autorité, il ne la conſervoit qu'autant que le peuple croyoit retrouver en lui un magiſtrat qui reſpectoit ſes droits. Une plus grande ambition lui devenoit funeſte.

On penſoit bien différemment dans le treizième ſiècle, où Florence tenta de ſe gouverner en république. Alors un homme étoit-il aſſez riche pour bâtir une forteresse, & pour ſoudoyer quelques ſoldats ? Il devenoit auſſitôt ſeigneur, il acquéroit tous les droits du plus fort ſur ceux qui n'avoient que des maiſons ou des chaumières : changeant par là tout-à-coup

de nature, il produiſoit une race de nobles ; & ſes deſcendans n'avoient rien de commun avec ceux qui n'avoient pas une pareille origine.

Puiſque les hommes ſont condamnés à ſe conduire par les opinions, deux façons de penſer ſi différentes devoient produire des effets contraires.

Quel que fût l'orgueil des patriciens après l'expulſion des rois, ils n'imaginèrent pas de défendre leurs prétentions, en ſe fortifiant dans des châteaux. Un pareil projet ne pouvoit pas même s'offrir à leur eſprit ; il étoit trop contraire aux opinions reçues, & ils voyoient trop qu'ils auroient échoué dans l'exécution.

N'étant pas mieux armés que les plébéiens, ſe trouvant en plus petit nombre, & leurs maiſons ne pouvant pas être un aſyle pour eux, il leur étoit impoſſible d'uſer de violence. Il ne leur reſtoit donc que l'adreſſe & la ruſe.

Comme les patriciens ne s'armoient pas contre les plébéiens, les plébéiens ne s'armèrent pas contr'eux; & c'eſt pourquoi les diſſentions n'étoient jamais ſanglantes. Le peuple, jaloux de la puiſſance que les grands s'arrogeoient, leur abandonne la ville, bien aſſuré qu'on ne pourra pas ſe paſſer de lui, & il revient quand il a obtenu des magiſtrats qui le doivent protéger. Il n'étoit pas

naturel qu'il employât d'autres moyens, tant qu'il jugeoit que ceux-là devoient lui réussir. Il continua donc sur ce plan, & il réussit encore.

Les patriciens, qui ne cédoient que peu-à-peu, avoient un dédommagement dans ce qui leur restoit, & conservoient l'espérance de quelque événement, où ils recouvreroient ce qu'ils avoient perdu : dans leur impuissance, ils ne pouvoient prendre d'autre parti que de céder & d'attendre.

Le peuple qui sentoit ses forces, sentoit aussi qu'il n'avoit pas besoin de s'en servir : puisqu'il acquéroit toujours, par la nécessité où l'on étoit de le ménager. Mais ce sen-

timent de ses forces faisoit encore qu'il ne craignoit pas de voir une partie de la puissance entre les mains des patriciens, dont il connoissoit la foiblesse. Il n'ambitionnoit donc pas de les dépouiller tout-à-fait; il se contentoit de partager l'autorité, & il s'appuyoit sur ce que tous les citoyens doivent être égaux. Cette façon de penser & d'agir a duré tant qu'il n'y a pas eu dans la république des hommes assez puissans pour opprimer la liberté, ou pour oser le tenter; c'est-à-dire, tant que Rome a été pauvre, & que les plus riches n'avoient guère au-delà du nécessaire.

Dès que les patriciens connois-

ſoient devoir ménager le peuple, & que d'un autre côté, le peuple, content de parvenir peu-à-peu à toutes les magiſtratures, ne ſe propoſoit pas de les en exclure abſolument ; c'étoit une conſéquence qu'on cherchât toujours de part & d'autre à terminer les diſſentions par quelque accord. Comme aucun des deux partis n'imaginoit d'en venir aux mains, aucun n'imaginoit d'appeler l'étranger, & d'attaquer avec ce ſecours le parti oppoſé, qui n'armoit pas contre lui. De pareilles idées devoient être bien loin des romains. Se regardant comme égaux, ou du moins le plus foible ſe flattant de pouvoir être un jour égal au plus puiſſant,

ils prenoient tous le même intérêt à la conservation de la république. Ils oublioient leurs querelles, & ils se réunissoient, lorsqu'elle étoit menacée; parce que le plébéien, comme le patricien, voyoit que si elle n'étoit plus, il ne seroit plus rien lui-même. Les dissentions n'étoient donc pas de nature à faire perdre de vue le bien public. Elles portoient, au contraire, chaque citoyen à mériter par des services signalés les magistratures qu'il ambitionnoit; & en nourrissant l'émulation, elles rendoient les romains, d'autant plus redoutables qu'ils avoient paru plus désunis. C'est ainsi qu'ils devinrent guerriers par état, & que Rome eut autant de soldats que de

de citoyens. Suppofez que cette république eût été fans diffentions, ou que les patriciens armés euffent enfin affujetti le peuple ; vous jugerez qu'elle n'auroit plus renfermé que des tyrans & des efclaves, & vous comprendrez que bien loin de faire des conquêtes, elle n'auroit pas pu fe défendre long-tems. Il n'en étoit pas de Rome comme de Carthage : trop pauvre pour acheter des foldats, il falloit qu'elle en trouvât dans fes citoyens ; mais fa puiffance n'en étoit que plus affurée, parce que les guerres même malheureufes n'épuifent pas une république militaire, & que les guerres les plus heureufes peuvent épuifer une république marchande.

Un peuple riche se fait aujourd'hui des amis & des alliés, en donnant de l'argent aux nations qui n'en ont pas; & parce qu'il a toujours des troupes à sa solde, c'est avec des garnisons, qu'il maintient sous son obéissance les provinces conquises. Les romains qui ne pouvoient pas employer de pareils moyens, furent forcés d'en chercher d'autres; & ils en trouvèrent de meilleurs. Nous parlons de leurs colonies, & de la conduite qu'ils tenoient avec les villes qu'ils avoient soumises. Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit à ce sujet: nous remarquerons seulement que leur politique, à laquelle on ne peut trop

applaudir, étoit moins un effort de génie de leur part, qu'une ſuite de circonſtances par où ils avoient paſſé. Devenus redoutables par des ſuccès qui les avoient couverts de gloire, ils ne laiſſoient aux peuples vaincus, trop foibles ſéparément pour ſecouer le joug, que l'eſpérance d'obtenir des conditions plus avantageuſes; mais puiſqu'ils n'avoient pas mérité d'être tous traités auſſi favorablement, les romains ne durent pas accorder les mêmes graces à tous. Ils n'eurent donc pas beaucoup à méditer pour imaginer de gouverner un peuple par des préfets, de permettre à un autre de ſe gouverner lui-même, & de donner à quelques-uns les

titres d'amis, d'alliés & même de citoyens. Quant aux colonies, l'usage en étoit plus ancien qu'eux. Si nous venons actuellement aux florentins, nous verrons qu'ils n'ont rien pu faire de ce que les romains ont fait, & qu'au contraire; ils ont été forcés à tenir une conduite toute différente.

A Florence, le peuple ne pouvoit pas, comme à Rome, borner son ambition à partager les magistratures avec la noblesse. Voyant que les nobles étoient ambitieux de commander, qu'ils regardoient même la souveraineté comme une prérogative de leur naissance, & qu'ils avoient des forteresses, & des partis toujours prêts à prendre

les armes, il devoit craindre qu'ils ne se saisissent de toute l'autorité, s'il leur en laissoit seulement une partie. Il fut donc dans la nécessité de faire des efforts, pour les exclure tout-à-fait du gouvernement, parce que la noblesse étoit armée, il fallut qu'il s'armât lui-même.

Ces dissentions sanglantes pouvoient se suspendre par intervalles: mais elles ne pouvoient jamais se terminer par un accord, qui ramenât le calme pour long-tems; car si l'un des deux partis cédoit quelquefois, c'étoit par nécessité: ni l'un ni l'autre ne vouloit de partage.

Les mêmes jalousies qui écla-

toient entre la nobleſſe & le peuple, devoient éclater encore dans les différentes factions qui diviſoient les nobles ; & il falloit que ces factions combattiſſent les unes contre les autres pour l'autorité, comme elles avoient combattu enſemble contre le peuple. Il ne faut donc pas s'étonner, ſi chaque parti, cherchant des ſecours, appelle l'étranger & lui livre la patrie, plutôt que d'obéir à d'autres citoyens. On voit déjà naître de ces cauſes toutes les révolutions de cette république.

Au milieu de tant de déſordres, comment les florentins auroient-ils pu connoître la politique des romains ; & de quel uſage leur

eût-il été de la connoître ? Par quelle faveur, Florence, toujours affoiblie par ses divisions, pouvoit-elle s'attacher les villes conquises ? quels titres avoit-elle à leur offrir ? & de quels citoyens auroit-elle formé ses colonies, étant si peu assurée de ceux qu'elle renfermoit dans ses murs ? Elle étoit condamnée à ne pouvoir pas seulement se conserver elle-même, & à se donner un maître pour se défendre.

Elle aura néanmoins des tems florissans, parce qu'elle a des citoyens faits pour vaincre les vices de son gouvernement : mais dans sa plus grande prospérité, elle ne sera jamais assez puissante, pour faire rechercher sa protection.

C'eſt elle qui achetera des amis & des alliés : elle donnera de l'argent à tous ſes voiſins ; & il n'y aura pas de petits ſeigneurs dans la Romagne, à qui elle n'en donne encore. Ainſi elle deviendra tributaire de ceux qui paroiſſoient devoir lui payer tribut à elle-même. Elle ne ſera forcée à tenir une conduite ſi différente de celle de la république romaine, que parce que ſon gouvernement ne lui permettant jamais d'être forte à proportion du nombre de ſes citoyens, elle ſera dans la néceſſité d'acheter les ſecours qui lui manquent. C'eſt ainſi que ſe conduiſoit la république de Veniſe, qui par la nature de ſon gouvernement trouvoit peu de ſoldats

parmi ſes citoyens. C'eſt ainſi que ſe ſont conduits les empereurs, qui dans la décadence de l'empire, ruinoient leurs ſujets pour payer des tributs aux barbares. Mais tous les peuples qui ont tenu cette conduite, ont prouvé qu'on ne défend pas les états avec de l'or.

Par cette comparaiſon de Rome & de Florence, on voit qu'il n'eſt arrivé à l'une & à l'autre, que ce qui devoit naturellement leur arriver : & que le premier avantage des romains eſt d'avoir commencé dans des tems plus heureux. Pour prévoir ce que deviendra un peuple, il ſuffit ſouvent d'en connoître les commencemens : il n'en faut pas davantage, pour ſavoir

ce que deviendra un prince ou un particulier.

CHAPITRE VII.

Continuation des révolutions de Florence.

FLORENCE goûtoit un repos qu'elle avoit acheté chérement, lorsqu'une peste terrible lui enleva quatre-vingt-seize mille citoyens. Quoiqu'à peine délivrée de ce fleau, elle fut cependant en état de se défendre contre Jean Visconti, archevêque & prince de Milan, qui porta la guerre jusqu'à ses portes. La principauté de Milan étoit depuis environ trente ans dans la famille de Visconti. Dès

que la paix fut faite, les dissentions recommencèrent à Florence.

Il y avoit en Italie une multitude de soldats anglois, françois & allemands, que les empereurs & les papes qui étoient alors à Avignon, avoient envoyés en différens tems, pour soutenir chacun leur parti. Ces troupes qu'on avoit cessé de payer, couroient sous différens chefs, & mettoient à contribution les villes trop foibles pour les repousser. Il en vint une en Toscane, qui répandit l'alarme dans cette province. Les florentins pourvurent aussi-tôt à leur défense & les principaux citoyens armèrent pour leur compte.

De ce nombre étoient les Albizi

& les Ricci, deux familles jalouses, qui vouloient chacune à l'exclusion de l'autre, parvenir seule aux magistratures. Elles n'avoient encore laissé voir leur haine, que dans les conseils, où elles aimoient à se contredire : mais toute la ville se trouvant en armes, elles furent sur le point d'en venir aux mains; parce qu'un faux bruit s'étant répandu qu'elles marchoient l'une contre l'autre, elles y marchèrent en effet, chacune des deux se croyant attaquée : les magistrats eurent bien de la peine à les contenir.

La haine ayant éclaté entre ces deux familles, elles s'appliquèrent plus que jamais à se perdre réciproquement

proquement. Mais il s'agiſſoit d'employer des moyens détournés ; parce que l'égalité, rétablie à-peu-près depuis la ruine des nobles, donnoit au gouvernement plus de force, & le faiſoit plus reſpecter.

Il y avoit une loi qui excluoit les Gibelins de toutes les magiſtratures, & à laquelle cependant on ne tenoit plus la main, depuis que ce parti, devenu foible, ceſſoit de faire ombrage. Uguccione Ricci entreprit de la faire renouveller ; parce qu'on ſoupçonnoit les Albizi d'être de la faction gibeline. Mais Pierre Albizi para le coup, en appuyant la demande de Ricci ; & par cette adreſſe, il écarta ſi bien tout ſoupçon, qu'il fut chargé lui-

même de faire exécuter le nouveau réglement. En conséquence, il ordonna aux capitaines des quartiers de rechercher les Gibelins, ou ceux qui en descendoient, & de les avertir que, s'ils entroient jamais en charge, ils subiroient les peines portées par la loi. On s'accoutuma dès-lors à désigner par le nom d'*avertis* tous ceux qui étoient exclus des magistratures.

On avoit commencé les recherches en 1357, & en 1472 il y avoit déjà plus de deux cents avertis. Les capitaines, abusant de leur autorité, excluoient des charges tous ceux qu'ils jugeoient à propos; & ne consultant que leurs passions, ils privoient la républi-

que des ſervices des meilleurs citoyens, & ſe rendoient redoutables à tous.

Ricci ayant été fait ſeigneur, voulut remédier à un mal dont il étoit la cauſe, & qui tournoit à l'avantage de ſes ennemis. Dans cette vue, il fit arrêter, qu'aux ſix capitaines déjà en exercice on en ajouteroit trois, dont deux ſeroient pris parmi les petits artiſans, & qu'aucun citoyen ne ſeroit réputé Gibelin, qu'après que le jugement des capitaines auroit été confirmé par vingt-quatre Guelfes, nommés à cet effet. Ce réglement arrêta d'abord l'abus des avertiſſemens : mais on trouva bientôt le moyen de le rendre inutile.

Depuis que la nobleſſe avoit perdu tout ſon crédit, les nobles ne pouvoient entrer dans les magiſtratures, qu'après qu'ils avoient été reçus dans l'ordre du peuple, & on n'accordoit cette faveur qu'à ceux qui avoient rendu des ſervices à la république. Benchi, de la maiſon Buondelmonti, l'ayant obtenue, comptoit d'être choiſi pour l'un des ſeigneurs, lorſqu'on fit une loi qui excluoit de cette magiſtrature juſqu'aux gentilshommes faits citadins. Irrité de voir ſes eſpérances déchues, il ſe joignit à Pierre Albizi, & prit avec lui des meſures pour exclure des charges le petit peuple, & tous ceux qui leur ſeroient contraires. Tout leur réuſſit:

ils intriguerent ſi bien, que les capitaines & les vingt-quatre furent tout-à-fait à leur dévotion, & l'avertiſſement recommença avec plus de déſordres qu'auparavant.

Les ſeigneurs ouvrant les yeux ſur ces abus, & d'ailleurs, ſollicités par les citoyens les mieux intentionnés, nommèrent cinquante-ſix perſonnes pour travailler à la réforme de l'état. Il n'en eût fallu qu'une, & la bien choiſir, car c'eſt là une choſe qui ne peut pas être l'ouvrage de pluſieurs. Cette commiſſion étoit une eſpèce de dictature, à laquelle on avoit recours dans les cas extraordinaires. Ceux à qui on la donnoit, s'appeloient *nomini di balia*, & ils abdiquoient

auſſi-tôt qu'ils croyoient avoir rétabli l'ordre.

La république étant née avec des factions, on devoit prévoir qu'elle ne ſe régleroit jamais en vue du bien public; que la faction dominante dicteroit toujours les loix, qu'elle les feroit pour elle ſeule; & que ſe diviſant bientôt, il en naîtroit de nouvelles factions, qui produiroient de nouveaux troubles. Ce gouvernement étoit un bâtiment qu'il falloit reprendre par les fondemens: puiſqu'on avoit mal commencé, il falloit recommencer, & déraciner, ſur-tout, l'eſprit de parti. Nous ignorons ſi la choſe étoit poſſible: mais les cinquante-ſix n'y ſongèrent pas.

Ils firent pis encore : car au lieu de concilier les deux factions, ou de les réprimer par de bons réglemens, ils ne voulurent que les affoiblir l'une & l'autre. Ils les aigrirent par-là toutes deux, & ils s'y prirent si mal-adroitement, qu'ils accrurent la puissance des Albizi.

Pendant que les florentins étoient ainsi divisés, les pisans, les lucquois & le patriarche d'Aquilée leur firent successivement la guerre : & les légats de Grégoire XI, qui étoient encore à Avignon, en commencèrent une qui ne leur réussit pas, & qui donna de nouvelles forces à l'esprit de faction. Ils envoyèrent des troupes dans la

Toscane pour détruire toute la récolte, voulant augmenter la famine qui s'y faisoit déjà sentir, & se flattant d'en faire ensuite facilement la conquête. Heureusement c'étoient des soldats étrangers, qui passèrent volontiers de la solde du pape à celle des florentins. Ainsi la république dut son salut à son argent, comme c'étoit alors l'usage.

Ne craignant plus rien, & se voyant en forces, elle voulut se venger. Ayant donc fait révolter plusieurs villes de l'état ecclésiastique, & fait une puissante ligue, elle soutint la guerre avec succès pendant trois ans.

Cette guerre releva le parti des

Ricci, parce qu'on en donna la conduite à huit citadins, qui s'étoient toujours déclarés contre les Guelfes, & qui, par conséquent, étoient opposés aux Albizi. On fut si content d'eux, qu'on les continua dans le commandement d'une année à l'autre ; & pendant qu'à la cour du pape, on les appeloit les excommuniés, à Florence on les appeloit les saints. Cependant Grégoire jetta un interdit sur la république, condamna tous les citoyens à l'esclavage, & donna leurs biens à qui voudroit ou pourroit les prendre. Mais Urbain VI, son successeur, leur accorda la paix en 1378, & leva l'excommunication.

Alors les deux factions méditoient réciproquement leur ruine. Dans celle des Guelfes ou des Albizi, étoient tous les anciens nobles, & la plus grande partie des citadins puissans avec les capitaines des quartiers, qu'on respectoit & qu'on craignoit beaucoup plus que la seigneurie même. Dans l'autre, étoient les huit chefs de la derniere guerre : tous les citadins d'une fortune moins considérable, les Ricci, les Alberti & les Médicis. Le reste de la multitude, penchant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, grossissoit toujours le parti mécontent.

Les Guelfes considérant que les *avertissemens* soulevoient contr'eux

la plus grande partie du peuple, ſongeoient à chaſſer de la ville ceux qu'ils avoient déjà exclus des charges, & à réduire toute la république à leur ſeule faction. Si cela leur eût réuſſi, ils ſe ſeroient bientôt diviſés eux-mêmes. Mais lorſqu'il fallut en venir à l'exécution, ils balancèrent, & cependant Silveſtro Médicis fut fait gonfalonnier, malgré toutes les oppoſitions qu'ils y apportèrent.

Médicis, à qui cette place donnoit une autorité preſque ſouveraine, aſſembla le collège des ſeigneurs, & le conſeil, & propoſa une loi qui renouvelloit les ordres de la juſtice contre les grands, diminuoit la puiſſance des capi-

taines, & ouv oit les magiſtratures aux avertis. En même tems, Benoît Alberti fit prendre les armes au peuple pour vaincre toute oppoſition ; de ſorte que le collège & le conſeil n'ayant plus à délibérer, la loi fut reçue.

Mais on n'arme point impunément une populace factieuſe. Pluſieurs maiſons des Guelfes furent pillées ou brûlées ; on alla juſques dans les couvens enlever les effets que quelques citoyens y avoient cachés ; & ces déſordres ſe commettoient, lorſque le conſeil, qui les vouloit prévenir, donnoit pouvoir aux ſeigneurs, aux huit, aux capitaines & aux ſyndics des arts, de réformer l'état à la ſatisfaction

de tout le monde. Le tumulte ne finit qu'avec le jour.

Ceux qu'on avoit nommés pour la réforme, abolirent les loix que les Guelfes avoient faites contre les Gibelins, ils déclarèrent coupables de rébellion quelques-uns des chefs de ce parti ; & ils permirent aux avertis de pouvoir parvenir aux magiſtratures dans trois ans. Mais ceux-ci étant mécontens de ce délai, les corps de métiers ſe raſſemblèrent encore ; de ſorte que la ſeigneurie & le conſeil furent obligés d'accorder, que déſormais perſonne ne pourroit être exclus des charges, ni averti comme Gibelin.

Cependant ceux qui craignoient

d'être recherchés pour les vols & les incendies, armèrent de nouveau la populace ; & , pour échapper aux châtimens qu'ils méritoient, ils pillèrent & brûlèrent encore. Les magiſtrats, qui n'avoient pas prévu l'émeute, ou qui avoient mal pris leurs meſures, s'épouvantèrent, & ſe retirant les uns après les autres, ils abandonnèrent le gouvernement aux rebelles qui s'en ſaiſirent.

Les derniers du peuple étant maîtres de la république, diſposèrent de tout avec tant de caprice & de confuſion, qu'ils accordoient des graces à pluſieurs de ceux dont ils avoient brûlé les maiſons, & même à quelques bons citoyens.

Tel étoit Silvestro Médicis qu'ils firent chevalier.

Ils prirent pour gonfalonier Michel de Lando, cardeur de laine: c'étoit un homme qui avoit de l'intelligence & de la fermeté. Il commença par arrêter les désordres, cassa tous les magistrats, fit de nouveaux seigneurs, & divisa le peuple en trois classes. Cependant parce qu'il favorisa les citoyens les plus puissans, il souleva contre lui ceux-mêmes qui l'avoient fait gonfalonier; mais il sut bientôt les faire rentrer dans le devoir.

Le peuple, honteux lui-même des magistrats qu'il s'étoit donnés, arma encore, & demanda qu'aucun homme de la populace ne pût en-

trer dans le corps des ſeigneurs. Pour le ſatisfaire, on fit une nouvelle réforme, & on ne conſerva dans les charges que Lando & quelques autres, qui avoient montré du mérite. Les magiſtratures furent enſuite partagées entre les grands & les petits métiers, de manière néanmoins que les petits artiſans eurent plus d'autorité que les principaux citoyens : mais du moins la populace ne conſerva pas de part au gouvernement.

Pour ne pas confondre les factions, nous diſtinguerons les citoyens en pluſieurs claſſes, ſans y comprendre les anciens nobles. Nous nommerons citadins les principaux & tous ceux qui compo-

ſoient les corps des grands métiers; plébéiens ceux des petits métiers, & nous mettrons ce qui eſt au-deſſous dans le petit peuple, par où nous entendrons les moindres artiſans & la populace.

Les citadins voyoient avec regret que les plébéiens avoient le plus d'autorité, & ceux-ci cependant ambitionnoient d'accroître encore leur puiſſance. Le petit peuple craignoit de perdre juſqu'aux moindres privilèges qu'il avoit conſervés; enfin les anciens nobles épioient l'occaſion de ſe relever parmi les troubles, & favoriſoient les citadins.

De ces différens intérêts naquirent continuellement de nouveaux ſoupçons. Tous les partis s'obſer-

voient avec une égale méfiance : ſouvent aux mains, toujours prêts à prendre les armes, ils ſe battoient quelquefois dans pluſieurs quartiers de la ville en même tems. On avertiſſoit, on banniſſoit; on faiſoit périr des citoyens ſur l'échafaud ; & le plus innocent étoit la victime d'un ennemi, qui le ſacrifioit à ſa haine particulière ſous le prétexte du bien public. Ces déſordres continuèrent pendant trois ans, c'eſt-à-dire juſqu'en 1381, que les citadins prévalurent. Alors on ſupprima deux corps d'arts, qui avoient été faits en faveur du peuple : on priva les plébéiens du droit de donner à leur tour un gonfalonnier de leur corps : on ne leur permit

d'occuper que le tiers des magiſtratures ; & pour les affoiblir encore plus, on tranſporta les principaux d'entr'eux dans la claſſe des citadins.

Ce nouveau gouvernement ne fut pas moins odieux : les citadins perſécutant, par l'avertiſſement ou par le banniſſement, tous ceux qu'ils ſoupçonnoient de déſapprouver leur conduite, ou de favoriſer les plébéiens ; & la république fut ainſi agitée juſqu'en 1387, que les plébéiens furent réduits à ne poſſéder plus que la quatrième partie des magiſtratures. Alors la tranquillité ayant été rétablie au-dedans, on en jouit juſqu'en 1393 ; mais une guerre qui commença en 1390, &

qui ne finit qu'en 1402, parut mettre la république bien près de ſa ruine.

L'ennemi qui ſe rendit ſi redoutable, fut Galéas Viſconti, prince de Milan, à qui Winceſlas avoit donné le titre de duc. Après avoir ſoumis la Lombardie, il vouloit conquérir la Toſcane, & ſe faire reconnoître roi d'Italie. Il s'en fallut de peu qu'il ne réuſsît dans ſes projets.

Les florentins, qui ſe défendirent avec courage firent d'abord alliance avec les bolonois, les princes de Ferrare, de Mantoue, de Padoue, de Ravenne, de Fayence, d'Imola, & les ſeigneurs de Forh & Malateſta. Ils s'allièrent enſuite

des vénitiens ; & quelque tems après, l'empereur Robert, ſucceſſeur de Winceſlas, vint à leur ſecours. Enfin ils trouvèrent encore un allié dans Boniface IX, qui vouloit recouvrer les villes que le duc de Milan lui avoit enlevées. Contre tant d'ennemis, Viſconti eut de grands ſuccès, mêlés cependant de quelques revers. Il étoit maître de Bologne, de Piſe, de Pérouſe, de Sienne, & il comptoit l'être bientôt de Florence, où il vouloit ſe faire couronner roi d'Italie ; mais la mort arrêta tous ſes grands projets.

Pendant cette guerre, de nouveaux troubles, qu'on vouloit appaiſer, en occaſionnèrent de plus

grands. Les plébéiens, irrités de la févérité avec laquelle on avoit traité quelques artifans, prirent les armes, & invitèrent Veri Médicis à fe faifir du gouvernement, & à les délivrer des tyrans qui les vexoient. Ce citoyen eût été le fouverain de fa pattie, s'il eût voulu : il aima mieux être médiateur entre le peuple & la feigneurie ; & il appaifa le tumulte. Les feigneurs ne fe conduifirent pas avec la même fageffe : car ayant levé un corps de deux mille hommes, pour fe précautionner contre de nouvelles émeutes, ils redoublèrent de violence. Ils aigriffoient par-là les efprits, & ils offenfoient Médicis, qu'ils rendoient fufpect au peuple.

Après la mort du duc de Milan, les florentins furent tranquilles au-dedans & au-dehors pendant huit ans. Ensuite commença la guerre avec Philippe, fils de Galéas Visconti ; guerre qui fut suspendue par une paix faite en 1427, mais qui ne finit entièrement qu'en 1441. Les florentins la firent avec gloire : car elle ne les empêcha pas d'acquérir Arrezzo, Sienne, Pise, Cortone, Livourne, Monte-Pulciano ; & ils auroient fait d'autres conquêtes, s'ils avoient été moins divisés. Cependant Ladislas les avoit mis en grand danger, & ils auroient peut-être perdu leur liberté, si ce roi ne fût mort à propos pour eux, comme Galéas Visconti.

Les troubles furent sur-tout occasionnés par les impositions, qu'il fallut mettre pour soutenir la guerre. Ils s'accrurent par la dureté de ceux qui furent chargés de lever les impôts ; & la hauteur des citoyens qui avoient la plus grande part au gouvernement, aigrissoit encore les esprits. Cependant la multitude sentoit ses forces ; elle murmuroit ; elle s'enhardissoit par intervalles ; elle paroissoit chercher un chef, & elle pouvoit le trouver dans les Médicis, qui, de père en fils, humains, généreux & populaires, étoient déjà puissans par leurs richesses, & le devenoient tous les jours davantage, parce qu'ils se faisoient aimer de tous & respecter

respecter de ceux qui les craignoient.

Les citadins imaginèrent que comme on s'étoit servi des plébéiens pour abbaisser les nobles, il falloit se servir des nobles humiliés pour ôter toute l'autorité aux corps des petits métiers : mais on connut qu'on ne pouvoit exécuter ce projet, si Jean Médicis y étoit contraire, & on le lui proposa.

Médicis jugea qu'il n'y avoit point d'avantages, à rendre les honneurs à ceux qui s'étant accoutumés à s'en voir privés, étoient si loin de remuer, qu'ils ne songeoient même plus à se plaindre ; qu'au contraire, il y avoit plus de danger à les enlever à ceux qui

les avoient obtenus, & qui se croyoient en droit de les conserver; que les uns seroient plus sensibles à l'injure que les autres au bienfait; que, par conséquent, on feroit beaucoup plus d'ennemis à l'état, qu'on ne lui acquerroit d'amis; & que si ceux qui formoient ce projet, pouvoient réussir, la multitude trouveroit bientôt des citoyens jaloux qui se serviroient d'elle pour les culbuter. Il conclut que si l'on ne vouloit pas nourrir & multiplier les factions, le parti le plus sage étoit de ne rien changer au gouvernement, & de travailler à concilier les esprits.

Ces délibérations ayant été sues, la faveur de Médicis en fut plus

grande, & on en conçut plus de haine contre ceux dont il avoit arrêté les desseins. Plusieurs de ses amis auroient voulu qu'il eût accru sa puissance, en poursuivant ses ennemis, & en favorisant ses partisans : il étoit bien loin de tenir une pareille conduite.

Les impositions étant si injustement réparties, qu'elles retomboient sur les moins riches, on proposa un réglement, par lequel les citoyens devoient être chargés à proportion de leurs biens. Les riches s'y opposèrent : Médicis l'approuva seul, & le fit passer. Mais le peuple ayant demandé qu'on recherchât dans les tems antérieurs, & qu'on fît payer à ceux qui n'a-

voient pas été imposés dans cette proportion, il lui fit voir combien il étoit odieux de donner à une loi une force rétroactive; & il lui persuada de renoncer à une chose qui causeroit plus de dommage aux familles que de profit au trésor public. C'est ainsi qu'en lui accordant ce qui étoit juste, il savoit aussi l'arrêter lorsqu'il demandoit trop; & par ces moyens sa sagesse étouffa souvent les factions. Il mourut généralement regretté en 1428. Il n'avoit jamais formé de parti, & s'il paroissoit comme un chef dans la république, ses vertus avoient seules brigué pour lui. Peu redoutable par le mal qu'il pouvoit faire, il étoit craint,

parce qu'il étoit aimé & respecté. Sans jalousie, sans intrigue, il louoit les bons, plaignoit les méchans, aimoit tous les citoyens : il ne rechercha aucun honneur, & il parvint à tous. Enfin il laissa de grandes richesses, & une réputation plus grande encore : héritage qui fut conservé & même accru par Côme son fils.

Cette maison qui commence & où il n'y a encore eu que des marchands, va s'élever au niveau des maisons où l'on compte une longue suite de souverains.

Côme, puissant & vertueux comme son pere, excita la jalousie des citoyens ambitieux. Ils avoient un moyen bien sûr de diminuer

ſon crédit ; c'étoit d'être humains, compatiſſans, généreux & d'aimer la patrie. Le peuple ſe fût partagé entre ſes bienfaiteurs, ſans ſe réunir par préférence en faveur d'aucun, & de pareilles factions n'auroient cauſé aucun trouble.

Mais les ennemis de Côme lui faiſant un crime de ſes richeſſes, & de l'amour que le peuple lui portoit, le firent citer devant les ſeigneurs, comme aſpirant à la ſouveraineté. Côme, qui n'avoit rien à ſe reprocher, auroit pu mépriſer de pareils ordres : il aima mieux obéir, & il comparut malgré les conſeils de ſes amis. Il fut banni dans un conſeil extraordinaire de deux cens perſonnes, où les uns

opinèrent pour le banniſſement, d'autres pour la mort, & où le plus grand nombre ſe tut.

Après le départ de ce citoyen, ſes ennemis parurent auſſi étonnés que ſes partiſans. Ils virent qu'en voulant lui nuire, ils avoient accru l'amour qu'on avoit pour lui, & qu'ils s'étoient attiré l'indignation publique. Ils ſe conſumoient en projets, ils ne ſavoient quel parti prendre; ils ſe conduiſoient témérairement; lorſqu'enfin le peuple aſſemblé nomma un conſeil qui rappela Médicis & bannit ſes ennemis. Ce fut en 1434, environ un an après ſa condamnation, qu'il rentra dans Florence au milieu des acclamations du peuple, qui l'ap-

peloit ſon bienfaiteur & le pere de la patrie.

Il pouvoit compter plus que jamais ſur l'amour de ſes concitoyens, & il ne craignoit rien de ſes ennemis, que le banniſſement avoit réduits à un petit nombre hors d'état de remuer. Il eſt vrai qu'il en avoit beaucoup coûté à la république : mais le ſort de Florence étoit d'être déchirée par des factions, ou de n'acheter la paix que par la perte d'une partie de ſes citoyens. Pendant vingt-un ans, depuis 1434, juſqu'en 1455, toute l'autorité fut confiée à une commiſſion extraordinaire, c'eſt-à-dire, à un petit nombre de ces magiſtrats, qu'on nommoit *nomini di balia.* Cette

commiſſion, qui n'étoit jamais que pour un tems limité, fut renouvelée ſix fois par le peuple aſſemblé, & toujours confirmée aux Médicis, & à ceux qui leur étoient agréables. Côme qui en étoit le chef, exerçoit donc une eſpèce de dictature perpétuelle, & il étoit le prince de la république.

Le peuple, heureux ſous ce gouvernement, ne ſongeoit point à reprendre ſon autorité : mais lorſque la faction contraire, éteinte ou tout-à-fait humiliée, ne fut plus à redouter, les partiſans de Côme commencèrent à ſe déſunir. Jaloux de ſa puiſſance, les principaux voulurent la diminuer, & ils propoſèrent de ne plus continuer la

commiſſion, & d'en revenir aux anciens magiſtrats.

Côme auroit pu ſe maintenir par la force : il préféra de reſpecter la liberté des citoyens : il pouvoit d'ailleurs prévoir qu'on reviendroit à lui. On rétablit donc l'ancienne forme de gouvernement, & toutes les familles crurent gagner beaucoup, parce qu'elles avoient l'eſpérance de parvenir tour-à-tour aux magiſtratures.

Ceux qui avoient le plus deſiré ce changement, ne furent pas longtems à reconnoître qu'ils avoient plus perdu que Médicis ; car ils furent moins conſidérés. L'eſpérance de partager les honneurs avec lui ne les dédommagea pas de la

dépendance où ils s'étoient mis de la multitude. Ils l'invitèrent bientôt à reprendre l'autorité, & à les tirer de l'abaiſſement où ils étoient tombés par leur faute. Côme répondit qu'il le vouloit bien, pourvu que la choſe ſe fît ſans violence, & que les citoyens euſſent la liberté de refuſer comme d'accorder la commiſſion.

Cette affaire étoit de nature à ne pouvoir être traitée que dans une aſſemblée du peuple. On propoſa donc aux magiſtrats de le convoquer : mais ce fut ſans ſuccès; & Côme voyoit avec plaiſir les obſtacles que trouvoient à lui rendre l'autorité, ceux qui avoient voulu l'en priver. Il ſe refuſa aux

inſtances qu'ils lui firent de demander lui-même cette aſſemblée. Donato Cocchi crut pouvoir en faire la propoſition à la ſeigneurie, parce qu'il étoit gonfalonnier de juſtice ; mais Médicis le fit ſi fort baffouer, qu'il en perdit l'eſprit.

Cependant comme il ambitionnoit de gouverner, il n'eût pas été prudent de tenir trop longtems une pareille conduite. Ainſi Luc Pitti, entreprenant & audacieux, ayant ſuccédé à Cocchi, il jugea à propos de le laiſſer faire, penſant que ſi la tentative ne réuſſiſſoit pas, tout le blâme retomberoit ſur cet homme.

Pitti réuſſit, mais ce fut en uſant de violence. Cependant pour laiſſer

au moins le nom de liberté lorſqu'il ôtoit la choſe, il voulut que les prieurs des arts ſe nommaſſent les prieurs de la liberté ; & afin que le ciel parût concourir à ſon entrepriſe, il fit faire des proceſſions publiques pour lui rendre graces de ce ſuccès. Le peuple vint en foule le remercier lui-même. On le fit chevalier : la ſeigneurie, Médicis & les principaux citoyens lui firent des préſens conſidérables, & de ce jour il devint riche & puiſſant.

Ce nouveau gouvernement fut dur & tyrannique, parce que Pitti commandoit. Côme, affoibli par l'âge & les infirmités, ne pouvoit plus prendre la même part aux

affaires. Il mourut huit ans après, en 1464. On grava sur son tombeau, *pere de la patrie ;* titre que ses vertus avoient gravé dans les cœurs. Quoique maître en quelque sorte de la république pendant trente ans, il ne se montra jamais que comme un simple citoyen ; & s'il parut toujours au-dessus des autres, ce fut moins par sa puissance que par ses bienfaits.

Pierre, fils de Côme, étoit infirme, par conséquent peu propre aux affaires publiques, & même hors d'état de conduire celles de sa maison. Il confia les unes & les autres à Diotisalvi Neroni, citoyen puissant dont son pere lui avoit conseillé de suivre les avis. Neroni

conçut bientôt l'ambition de s'élever par la ruine de cette famille, & il engagea Pierre dans des démarches qui aliénerent un grand nombre de citoyens.

Comme la commission étoit sur le point d'expirer, les ennemis des Médicis voulurent profiter du mécontentement du peuple, pour empêcher de la continuer : mais un d'eux révéla tout, & le parti contraire fut assez puissant pour rompre toutes les mesures. Alors ils formèrent le projet d'assassiner Pierre, afin d'abattre ensuite tous ses partisans, ils firent entrer dans leur conjuration le marquis de Ferrare, qui promit de les venir joindre avec ses troupes.

Pierre, alors malade à ſa campagne, fut inſtruit aſſez tôt pour les prévenir. Il arma & vint à Florence, où tous ceux qui lui étoient attachés, s'empreſsèrent à lui montrer leur zèle. Les conjurés qui n'avoient pas encore tout diſpoſé, furent pris au dépourvu. Il fallut céder, & ſonger à un accommodement. On s'aſſembla chez Médicis, ils y vinrent eux-mêmes, & ils osèrent lui reprocher d'avoir pris les armes. Il ſe juſtifia, en dévoilant le ſecret de la conjuration : il fit voir qu'il n'avoit armé que pour ſa défenſe; & il ajouta que deſirant de jouir du repos dans l'éloignement des affaires, il approuveroit telle forme de gouver-

nement que la ſeigneurie voudroit établir. On ſe ſépara ſans rien conclure. Peu de tems après, en 1466, Robert Lioni, fait gonfalonnier, convoqua le peuple, & fit continuer la commiſſion. Alors la faction contraire fût entiérement ruinée : les uns s'enfuirent, d'autres furent bannis, ou punis de mort, & la puiſſance des Médicis ſe trouva plus affermie que jamais.

Pierre, qui ne pouvoir veiller par lui-même au gouvernement, n'ignoroit pas qu'on abuſoit de ſon nom pour vexer le peuple. Il voulut envain réprimer les abus : tous ſes efforts furent inutiles. Il mourut, lorſqu'il ſe propoſoit de rappeller les bannis, afin de met-

tre un frein à ceux mêmes de ſon parti. Il laiſſa deux fils encore fort jeunes, Laurent & Julien.

Thomas Sodérini, alors fort conſidéré à Florence & dans toute l'Italie, voyant qu'on venoit à lui comme à l'homme qui devoit être déſormais le chef de la république, aſſembla les principaux citoyens dans le couvent de S. Antoine, & il fit venir Laurent & Julien. Là, il diſcuta les intérêts de ſa patrie, en conſidérant ce qu'elle étoit en elle-même, & comment elle devoit ſe conduire avec ſes voiſins. Il fit voir qu'elle ne ſeroit puiſſante, qu'autant qu'elle ſeroit unie; & prouvant qu'on feroit naître de nouvelles factions,

ſi l'on vouloit tranſporter l'autorité dans une nouvelle famille, il conclut qu'il falloit laiſſer le gouvernement aux Médicis, entre les mains de qui on étoit accoutumé de le voir. Laurent répondit avec une modeſtie, qui promettoit de lui ce qu'il devint dans la ſuite; & avant de ſe ſéparer, tous jurèrent de le regarder lui & ſon frère comme leurs propres fils.

La puiſſance des Médicis étoit alors ſi bien cimentée, qu'il n'étoit plus poſſible de former un parti pour l'attaquer ouvertement. La jalouſie en croiſſoit davantage dans le ſecret, les citoyens les plus conſidérables ſouffrant impatiemment d'obéir à deux hommes, dont

ils ſe croyoient les égaux. Tels entr'autres étoient les Pazzi, qui d'ailleurs ſongeant à ſe venger pour quelque ſujet particulier de mécontentement, conjurèrent la mort des deux Médicis.

Dans le deſſein de les aſſaſſiner enſemble, ils eſſayèrent deux fois de les réunir, en les invitant à des repas; le haſard ayant fait que Julien ne s'étoit trouvé à aucun, ils prirent la réſolution d'exécuter leur complot dans une égliſe. Julien tomba ſous les coups de ſes aſſaſſins, tandis que Laurent eut le tems de ſe défendre & d'échapper à ceux qui l'attaquoient.

Toute la ville fut bientôt en armes. On punit les coupables : le

peuple les mit en pièces, répandit leurs membres dans les rues, & assouvit sa rage sur les Pazzi, & sur tous ceux qu'il jugea complices. Depuis cet événement, arrivé en 1477, Laurent gouverna avec gloire jusqu'en 1492, que la mort l'enleva à la république de Florence, à l'Italie, où il maintenoit la paix & qu'il faisoit fleurir. Nous aurons occasion de parler de la sagesse de son gouvernement.

Dans cet intervalle où nous nous sommes bornés à parler des Médicis, les papes, les rois de Naples, les vénitiens, les ducs de Milan & d'autres princes ont souvent causé des troubles, auxquels les florentins ont pris part : mais pour

donner une idée générale de toutes ces guerres, il nous suffira de citer le jugement qu'en porte Machiavel. *Se non nacquero tempi, che fussero per lunga pace quieti, non furono an'ch per l'asprezza della guerra pericolosi; perchè pace non si può affermare che sia, dove spesso i principati con l'armi l'uno e l'altro s'assaltano: guerre ancora non si possono chiamare quelle, nelle quali gli uomini non si ammazzano, le città non si saccheggiano, si principati non si distruggonno; perchè quelle guerre in tanta debolezza venuero, che le si cominciavano senza paura, trattavansi senza pericolo, e finivansi senza danno. Tanto che quella virtù, che per una lunga pace*

ſi ſoleva nell'atre provincie ſpegnere, fu dalla viltà di quelle in Italia ſpenta. Dove ſi vedrà come alla fine s'aperſe di nuovo la via à Barbari, e riposeſi l'Italia nella ſervitù di quelli.

Les peuples d'Italie ne ſavoient donc plus ni conſerver la paix, ni faire la guerre. Jaloux les uns des autres, ils ne pouvoient ceſſer de ſe tracaſſer : mais les guerres devoient paroître des jeux, depuis que les principales puiſſances n'étoient que des républiques marchandes, où des artiſans & des négocians commandoient, après avoir détruit ou opprimé la nobleſſe.

Fin du vingtième Volume.

